7e Rencontres nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti

1, 2 et 3 Novembre 2018 | à Brens



ACTES

Grandir (en) Haïti éduquer, former agir et entreprendre

« Haïti en Occitanie »

















REMERCIEMENTS

Le Collectif Haïti de France (CHF) tient à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont contribué à la tenue de ces 7èmes Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti:

Le Collectif Haïti Occitanie, co-organisateur de l'événement, ainsi que les associations occitanes de solidarité avec Haïti qui ont participé à la préparation de ces rencontres et nous ont si bien accueillis.

Les responsables institutionnels de la Région Occitanie et la Fondation Pierre Fabre, partenaires de ces rencontres, qui nous ont apporté encouragements, soutien matériel et financier.

L'équipe de la MFR Inéopole Formation et son personnel d'intendance qui nous ont accueilli chaleureusement dans leurs locaux et ont permis le bon déroulement de ces journées par leur écoute et disponibilité.

Les invité.es haïtien.ne.s ainsi que les intervenant.e.s français.es qui par leur présence et leurs riches interventions ont renforcé le sens de ces rencontres et provoqué des échanges enrichissants.

Les entreprises locales qui nous ont offert leurs produits en dégustation : les Saveurs du Tarn, la Biscuiterie Bruyère de la Grave, la Cave de Técou, les Combes Cachées du Minervois La Livinière et la scoop Ethiquable de Fleurance.

Les personnes qui ont accepté de prendre des notes et assurer les déplacements pendant ces rencontres.

La compagnie Antidote et le chorale Chœur qui Bat pour leur très belles prestations.

La coordination du CHF, salariées et volontaires, qui a usé de toute leur énergie pour faire que ce moment soit constructif, enrichissant et festif.

Un grand merci à vous tous et toutes!

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	2
Tables des Matières	
Contexte des Rencontres Nationales	4
Mots du parrain et des présidents	<u></u> 5
Allocutions d'ouverture	6
Présentation des invités	
Tables Rondes : Première partie	<u>1</u> 2
Éclairages <u>& Perspectives I</u>	18
Tables Rondes : Première partie	
Éclairages <u>& Perspectives II</u>	
Restitution Des Ateliers	
Mots de clôture	
Mots et <u>Paroles de participants</u>	<u>4</u> 0
D <u>es rencontres placées sous le signe de la convivialité !</u>	
Annexes	



CONTEXTE DES RENCONTRES NATIONALES

Tous les 2 ans, dans le cadre de son axe de travail de mise en réseau des acteurs de solidarité avec Haïti, le CHF organise un temps fort dénommé « Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti », chaque fois dans une région différente. Les adhérents des 88 associations ainsi que les 75 adhérents individuels sont invités à se réunir au niveau national pour faire le point sur leurs pratiques de solidarité avec Haïti, sur leur fonctionnement associatif et sur le soutien qu'ils apportent à leurs partenaires. Nos réflexions se portent depuis plusieurs années principalement sur la conduite des projets menés en Haïti pour le développement social et économique, ainsi que pour la défense des Droits Humains fondamentaux des Haïtiens.

En 2006, les premières Rencontres Nationales (RN) à Chamarande (Essonne) avaient permis de créer une première rencontre des acteurs de la solidarité avec Haïti rassemblant ONG, associations franco-haïtiennes, collectivités locales. En 2008, le thème central des deuxièmes Rencontres Nationales à St Foy-les-Lyon (Rhône) était « Passer de l'assistanat au partenariat ». Il s'agissait pour les participants d'approfondir la connaissance des enjeux de chaque secteur et d'identifier des pistes d'actions pour y répondre dans leurs projets. En 2010, dans un contexte post-séisme, l'enjeu était de taille. Le principe "Passer de l'assistanat au partenariat dans les projets de solidarité" ayant été partagé deux ans auparavant, a laissé le temps aux participants de travailler autour de la question « Comment fait-on de ce principe une réalité, un changement de pratique dans nos projets? ». En 2012, année des 20 ans du CHF, les 4èmes Rencontres Nationales ont été l'occasion de retracer la mémoire du réseau et des liens forts d'amitié, de confiance, de travail et de solidarité tissés avec le peuple haïtien, en présence de ses membres fondateurs, anciens adhérents, militants, bénévoles et partenaires de France et d'Haïti. Autour de l'intitulé « Des droits à conquérir, un développement à réussir », les participants ont été invités à réfléchir en ateliers sur les thèmes et valeurs défendus par le CHF. Ce moment clé a ainsi permis de réaffirmer l'engagement collectif, d'afficher notre vision du développement endogène d'Haïti et de rappeler notre conception de la solidarité citoyenne, ancrée localement et durablement entre le peuple haïtien et le peuple français. En 2014, les Rencontres Nationales se sont déroulées à Lille avec pour thème « Le droit et l'accès à l'eau comme support d'un partenariat franco-haïtien durable ». Ce droit fondamental ayant été défini par les Nations Unies comme un des Objectifs du Millénaire pour le Développement, il est apparu essentiel de réunir les associations et les intervenants français et haïtiens agissant dans ce domaine. En 2016, les Rencontres Nationales, qui se sont tenues en Bretagne, ont abordé le thème « Haïti : quels potentiels pour un développement durable? » afin de repenser la gestion des ressources naturelles dans le pays. Ce thème a également permis aux participants de considérer la question de l'économie sociale et solidaire, afin de réfléchir à la durabilité des actions de solidarité du Collectif Haïti de France visant à l'autonomisation des partenaires haïtiens sur le terrain.

Moment fort et attendu au sein du réseau, les 7èmes Rencontres Nationales des Acteurs de la Solidarité avec Haïti ont eu lieu cette fois dans le Tarn les 1er, 2 et 3 novembre 2018 sur le thème "Grandir (en) Haïti : éduquer, former, entreprendre". La question de l'éducation et de la formation des Haïtiens prend une place toute particulière dans le développement du pays, en cela que l'éducation permet d'acquérir les clés de compréhension nécessaires au bon développement du pays. Le système éducatif haïtien reste, aujourd'hui encore, faible avec une offre scolaire insuffisante, de qualité médiocre et très majoritairement privée (80%). De plus, la qualification des maîtres reste faible, leur formation inadéquate, et les locaux utilisés pour dispenser l'enseignement souvent inadaptés. Ces rencontres seront donc l'occasion de réfléchir aux moyens d'améliorer le système éducatif. Mais au-delà de ces préoccupations, ce moment sera également l'occasion de discuter de souveraineté alimentaire et d'accès à l'eau, conditions sine qua non du bon apprentissage des enfants, et donc au bon fonctionnement du système éducatif haïtien.

Pour que l'Occitanie demeure solidaire d'Haïti!



Première République noire au Monde en 1804, pilier de la francophonie dans les Caraïbes, membre de l' Organisation Internationale de la Francophonie, HAÏTI, l'ancienne colonie florissante est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres de la planète.

La Perle des Antilles, ravagée par les séismes et les ouragans, éprouvée depuis des décennies par l'instabilité politique peine courageusement à se construire et reconstruire.

Éducation, Santé, Développement, le triptyque revient d'une manière lancinante ici, comme partout où des peuples et des nations cherchent les voies d'une vie plus dignes de la condition humaine.

Haïti n'est pas seule. Des États, de nombreuses Institutions internationales, associations et fondations, Collectivités locales l'accompagnent. Mais, comme ailleurs, revient avec la même permanence, la même interrogation : Pourquoi pas plus vite ? Pourquoi est il si difficile de traduire dans les résultats la sincérité des efforts ?

Haïti justifie de notre accompagnement pour tant de raisons. Ce sont les thèmes de ce rassemblement national des « Acteurs de la Solidarité ».

Je souhaite qu'il contribue à nous guider par ses réponses.

Martin MALVY Ancien Ministre, ancien président de Région et président du Comité de Bassin Adour Garonne

Le CHF tête de réseau de la solidarité France-Haïti.



Les 7èmes Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti de 2018 à Brens seront l'occasion d'entendre les souhaits du peuple haïtien au travers de ses représentants, d'échanger nos expériences relatives à l'éducation en Haïti, la formation professionnelle, l'accès à l'eau et à la santé, la souveraineté alimentaire et entrepreneuriat féminin.

Nous nous interrogerons sur les actions à mener ensemble pour assurer une éducation de qualité aux jeunes haïtiens, leur permettre de grandir dans des conditions favorables. Nous savons aussi qu'il leur faut des formations professionnelles adaptées aux besoins futurs de la société haïtienne et des conditions favorables pour entreprendre et devenir autonomes en beaucoup de domaines tel que l'alimention. Tout cela constitue les bases essentielles de l'émergence d'une nouvelle Haïti qui ne pourra venir, si sa jeunesse n'a pas accès à l'eau, la santé, à l'éducation et à des formations adaptées.

Il est donc de notre devoir de soutenir la société civile et avant tout sa jeunesse, avec détermination et humilité. Les besoins sont immenses mais notre volonté de réussir ensemble l'est tout autant.

Souvenons-nous de cette phrase de Nelson Mandela « L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde ». Et ce, pour que la jeunesse haïtienne puisse se construire un futur radieux au sein de son pays natal. Solidairement.

Ornella BRACESHI Présidente du CHF (Collectif Haïti de France)

Le CHO animateur des acteurs franco-haïtiens d'Occitanie



Au nom des 12 associations du CHO qui ont œuvré pour que vous soyez ici dans le vignoble gainacois et précisément à Brens en Occitanie, je vous souhaite la "bienvenue".

Nous avons prévu de vous faire travailler, chacun d'entre vous avec sa tête de penseur, son âme d'humain, son utopie d'humaniste, son engagement citoyen et son rêve d'architecte en vue d'une nouvelle Haïti. Le titre de notre séminaire est emballant et le verbe *grandir* qui l'introduit nous invite :

- à voir-grandir des enfants épanouis, en bonne santé et projetés vers un avenir ;
- à faire-grandir des territoires valorisés, un État riche d'entrepreneurs, d'un pays exploitant ses potentiels;
- à laisser-grandir notre engagement, notre sens du partage et notre volonté de faire collectif.

Nous vous ferons goûter à deux notions qui conviendraient fort bien à Haïti : *la valorisation, au sens propre*, des produits de terroir que vous apprécierez aux pause-café et aux pauses-repas et *l'exploitation, au sens figuré*, des ressources des territoires qui constituent leurs richesses cachées.

Nous sommes fiers de faire tête-ensemble dans notre collectif où les réponses fournies aux besoins primordiaux exprimés par les hommes et les femmes qui œuvrent au devenir d'Haïti, correspondent aux idées que nous nous faisons du partenariat, surtout de celui qui est animé par ces mots : écoute respectueuse, questionnement divergent, décisions concertées, ressources endogènes, moyens diversifiés, investissements maîtrisés, co-réalisation supportable, auto-évaluation féconde...etc .Nous vous accueillons avec cet état d'esprit que nous partagerons dans toutes nos réflexions et durant tous nos travaux.

Que ces 7èmes Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti de 2018 vous soient fructueuses et agréables.

François-Frantz CADET Président du CHO (Collectif Haïti Occitanie)



ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

DISCOURS D'ORNELLA BRACESCHI, PRÉSIDENTE DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE

Je vous souhaite la bienvenue aux 7èmes Rencontres Nationales du Collectif Haïti de France, organisées avec le soutien du Collectif Haïti Occitanie dans ce lieu très agréable qu'est l'Ineopole de Brens..

Ces rencontres qui ont lieu tous les 2 ans sont **un temps fort de notre réseau** qui compte désormais 88 associations membres, une centaine de membres individuels et est suivi par de nombreuses structures œuvrant de près ou de loin avec Haïti.

Ces rencontres permettent de créer du lien entre acteurs de la solidarité avec Haïti et de recevoir, à cette occasion, des invités haïtiens experts dans leur domaine qui dresseront un bilan de la situation haïtienne actuelle, nous feront part de leur ressenti et nous aideront à travailler dans le respect des attentes du peuple haïtien.

Des experts français seront également présents à nos côtés pour débattre et chercher des solutions pérennes ensemble.

C'est également l'occasion de mieux structurer notre réseau et de préparer des projets à construire en commun, en capitalisant sur nos expériences pour une plus grande efficience de notre action.

Le titre des RN « Grandir (en) Haïti » a une double lecture puisque nous traiterons de comment bien grandir en Haïti, bénéficier d'un enseignement de qualité dans de bonnes conditions de vie, mais aussi comment cette jeunesse formée pourra participer à "Grandir Haïti", participer à l'émergence économique et sociale d'Haïti. Je voudrais citer Nelson Mandela " L'éducation est l'arme la plus efficace à utiliser pour développer un pays".

C'est pourquoi, nous avons souhaité que ces Rencontres Nationales traitent de ce sujet primordial en abordant cependant des thématiques essentielles à l'émergence du pays.

Ainsi, différentes tables rondes sont prévues sur les thématiques d'accès à l'eau et à la santé, la souveraineté alimentaire afin de proposer des solutions pour améliorer les conditions de vie dans les écoles et les communautés voisines.

Une table ronde traitera plus particulièrement de l'éducation et de la formation professionnelle, de la numérisation et de la formation des professeurs, au travers du projet COMOSEH (Contribuer à la Modernisation du Système Éducatif Haïtien) porté par le GREF, le CHF et Haïti futur et pour lequel l'AFD nous a fait confiance.

Par ailleurs, deux jeunes femmes haïtiennes entrepreneures viendront nous parler de leur création d'entreprise et ce sera l'occasion d'invoquer, non seulement, les freins et les opportunités qui se présentent lors des montages de ces entreprises en Haïti, mais aussi la place des femmes dans la société haïtienne.

Le contenu de ces rencontres est ambitieux mais le Collectif Haïti de France est intimement persuadé que seule une avancée globale basée sur une éducation de qualité pourra participer à l'émergence d'Haïti et nous souhaitons appuyer nos associations et leurs partenaires haïtiens dans tous ces domaines.

Il nous semble impératif de stopper l'hémorragie de migrations de cette jeunesse instruite et diplômée en leur offrant la possibilité de se construire un avenir meilleur dans leur pays natal.

Par ailleurs, Il ne vous a pas échappé que la situation économique et sociale s'est fortement dégradée cette année, que de nombreuses manifestations ont eu lieu contre la corruption ou pour obtenir des mesures anti pauvreté et que le peuple haïtien a su faire preuve de détermination, sans violence, en utilisant les réseaux sociaux et ce, jusqu'à obtenir des mesures immédiates et concrètes de la part du gouvernement.

On remarque que la demande sociale est prégnante et il nous faut tenir compte de cette volonté des Haïtiens pour sortir de cet état de fait et leur apporter notre appui en mettant en œuvre des projets communs de plus grande envergure, comme nous avons initié de le faire avec le projet comoseh.

Les associations membres du Collectif Haïti de France sont nombreuses et professionnelles, aussi Je souhaite qu'à l'issue de ce colloque et notamment de ces ateliers, nous puissions décider d'actions concrètes qui pourront déboucher sur la mise en œuvre de projets communs et je sais pouvoir compter sur votre participation active et votre volonté de **soutenir Haïti dans son développement**.

Je tiens à remercier nos financeurs permanents, l'AFD, la fondation de France, le CCFD, le FDVA, ainsi que la région Occitanie, la Fondation Pierre Fabre, Air Caraïbes et tous les fournisseurs de produits locaux pour leur participation à cet événement.

Merci à TV Antilles qui filme ce colloque et tous les médias qui ont aimablement relayé cet évènement.

Je veux adresser un grand merci aux salariées et administrateurs du CHF ainsi qu'aux associations du CHO pour leur soutien à l'organisation de ces rencontres nationales et je passe la parole à Frantz Cadet, président du CHO qui souhaite vous adresser un mot de bienvenue et vous donner quelques informations pratiques.

Kembe fem,

Ornella Braceschi

Présidente du Collectif Haïti de France,

DISCOURS DE FRANTZ CADE<u>T, PRESIDENT DU COLLECTIF HAÏTI OCCITANIE</u>

POURQUOI les RN 2018?

Pour pouvoir offrir à ceux qui n'ont pas eu l'honneur de l'école, ni l'accès à l'eau potable, ni l'accès à la santé, ni la possibilité de conserver leur autonomie alimentaire j'ai, depuis 1968, moi l'exilé en fuite face à la barbarie duvaliériste, - d'abord entrepris de lancer des alertes "peuple en danger" avec le concours d'Amnesty International - et ensuite, formulé le vœu (presque pieux) d'accompagner les haïtiens volontaires dans leur projet en quête de *leur propre développement*.

Dans mon mémoire de Maîtrise en Sciences de Développement, Lyon 1984, je me suis limité volontairement à 3 pages de réminiscence sur une histoire qui reste à écrire, sur la perpétuation d'un culte désuet des héros et sur les non-dits d'un proche passé hideux, déshumanisant et déstructurant. Les habitants de la Vallée de l'Artibonite (territoire support de mon mémoire) attendaient davantage de moi qui les avaient questionnés pour retrouver l'envie, la force, le courage et surtout les moyens de retracer dans leurs champs des sillons, d'y introduire graines ou plants, de récolter des produits qui devraient envahir nos marchés et remplir les ventres de nos compatriotes.

Quand je fais le bilan des 50 dernières années, s'affiche aussitôt l'incurie de nos dirigeants politiques en terme de développement rural et, ô tristesse, même les intellectuels ont lâché la paysannerie haïtienne. Cette île était le grenier de la France au 18è et au 19è siècles et elle est devenue le réceptacle des produits que ne veulent pas consommer les pays riches. Le pouvoir politique n'a cesse de tendre la main pour recevoir " l'aide alimentaire " et d'en constater les conséquences : dépeuplement du monde rural ; densification du monde urbain; naissance des bidonvilles ; malnutrition et multiplication des cas de diabète chez les enfants ; augmentation de l'obésité et paupérisation du peuple. J'en pleure de rage et de sang !

Nous avons abandonné les non-instruits, les faibles à leur sort. Alors certains de la Société Civile ont repris force et espoir et, se sont mis à imaginer une autre façon d'être (cesser de paraître), une autre façon de faire (avec ses ressources et pour la satisfaction de ses besoins essentiels), une autre façon d'agir et de coopérer c.à. d. dans le partenariat pour repousser la dépendance.

En réaction est née une coopération franco-haïtienne qui se voulait d'abord porteuse d'un plaidoyer dénonçant l'absence insolente de démocratie et la violation criante des Droits Humains. Très vite certains comme nous en Occitan, les acteurs régionaux de la Solidarité avec Haïti ont décidé de pousser plus loin notre engagement pour créer des associations réunies dans un ensemble dénommé COLLECTIF HAÏTI OCCITANIE (Le CHO). Cette structure s'est donnée des fondements qui se déclinent ainsi :

- Le C.H.O se veut solidaire du peuple haïtien. A travers les associations qui le composent, il veille à ce que les réponses fournies aux besoins primordiaux exprimés par les hommes et les femmes qui œuvrent au devenir de ce pays, soient sources d'échanges humains, culturels et économiques.
- Le C.H.O fonde ses orientations sur un développement, que les seuls acteurs de terrain auront décidé, rythmé, séquencé et choisi de façon à se l'approprier et à le maîtriser. Les partenaires associatifs de la région ont choisi d'être attentifs à la qualité des engagements qu'ils prennent et ont décidé de fournir un soutien et un accompagnement, avec le souci premier de favoriser l'émergence d'un leadership responsable et entreprenant en Haïti.

Nous faisons en sorte de ne pas dévier de cette démarche même si certaines associations ont du mal à accepter la lenteur des retours de renseignements demandés ou des réponses attendues, le manque d'anticipation et l'attentisme affiché par des partenaires qui négligent les engagements pris.

C'est pour pallier ces difficultés et éviter les échecs pressentis que nous sommes là à nous dire :

- Comment faire grandir Haïti ? Pour nous acteurs d'ici et nos partenaires opérateurs de là-bas.
- Comment grandir en Haïti ? Pour ceux et celles, de la jeunesse, qui portent en eux les graines de l'espoir et qu'il convient d'accompagner dans leur quête d'eau potable, dans leur recherche de soins de santé, dans leur désir d'assouvir leur soif de savoir et de créer les conditions de la nécessaire production de leurs aliments.

Le C.H.O. vous invite à exprimer vos idées, à présenter vos actions et à partager toutes vos expériences pour la VALORISATION en Haïti de toutes les ressources disponibles en PRODUCTION de richesses qu'enfin les haïtiens et les haïtiennes mettront, sur la table du PARTAGE.

La région Occitanie qui vous acceuille, m'a confié les meilleurs produits de leur gastronomie, pour signifier l'acte de valorisation de ses ressources naturelles, pour vous souhaiter la bienvenue et pour vous inviter tout le le long de votre séjour à les déguster. Ainsi, vous pourrez penser à tout ce qu'on pourrait produire sous le beau soleil d'Haïti.

Rêvez d'un bel et nouvel Ayiti. Soyez heureux parmi nous. Frantz



PRÉSENTATION DES INVITÉS



Colette LESPINASSE, représentante en Haïti de la Coordination Europe-Haïti (CoEH), militante des Droits de l'Homme, fondatrice du Groupe d'appui des Rapatriés et des Réfugiés (GARR).

La Coordination Europe-Haïti est un réseau d'organisations non gouvernementales et de plates-formes de la société civile de différents pays européens membres de l'UE engagées en Haïti. Créée en 2003, elle s'est fixée pour objectif de donner une voix à la société civile haïtienne pour s'exprimer sur la politique des acteurs internationaux dans leur pays par le biais d'actions de plaidoyer auprès du parlement à Strasbourg et de la commission européenne à Bruxelles .

Lumène MICHEL, Représentante de l'Association des femmes de Limonade pour le Développement de la Production Agricole (AFLIDEPA)

En tant qu'organisation haïtienne, l'AFLIDEPA améliore les conditions de vie des femmes et de leurs familles en promouvant des activités autant agricoles et d'élevage que de transformation et d'artisanat en les y formant. L'un des projets de cette organisation, intitulé « Passer cadeau », est une expérience de gardiennage d'animaux domestiques permettant à chaque jeune fille/femme de recevoir un animal domestique (vache, chèvre ...) pour un temps déterminé, lui permettant de démarrer son activité.





Corinne JOACHIM SANON SYMIETZ, Co-directrice de l'entreprise "Les chocolateries Askanya" à Ouanaminthe Nord-Est d'Haïti

Installée au Etats-Unis depuis 2002, Corinne Joachim Sanon Symietz décide en 2015 de rentrer en Haïti, motivée par le besoin de valoriser un produit noble d'Haïti et d'y créer des emplois. Les chocolateries Askanya constituent aujourd'hui la seule entreprise haïtienne de transformation de la fève de cacao du pays. Plusieurs fois récompensée au cours de salons et festivals dédiés au chocolat, cette toute jeune entreprise créée en 2016, favorise une extraction et une transformation locale, à base d'ingrédients naturels

uniquement, pour une large distribution dans tout le pays, mais également au-delà de ses frontières. En pleine expansion, les chocolateries Askyana sont un modèle d'entrepreneuriat. Leur devise : « Cultivé en Haïti, fabriqué en Haïti, apprécié dans le monde entier ».

Claude CALIXTE, Représentant du Collectif Haïti de France (CHF) en Haïti

Fort d'un réseau de 88 associations françaises œuvrant pour le développement et la coopération avec Haïti, le Collectif Haïti de France souhaite également fédérer les associations haïtiennes pour améliorer le partenariat avec ses membres en France et développer une action plus efficace. Au cœur de cette initiative, le représentant du CHF en Haïti, Claude Calixte, avec qui le CHF collabore depuis juillet 2017. Il a pour fonction de recueillir les besoins de la société haïtienne, de lancer la mise en réseau des associations haïtiennes, et de servir de relais entre les associations françaises et haïtiennes



Delima PIERRE: Directeur Général de l'Office National du Partenariat en Éducation (ONAPE). C'est un organisme autonome à caractère administratif et culturel rattaché au Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). Lancé en 2015, sa mission principale est de favoriser la participation réelle du secteur non public à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et programmes de développement de l'éducation en Haïti, dans le but de redresser le système éducatif haïtien. L'ONAPE participe à la promotion et à l'encadrement des institutions et services éducatifs nés du partenariat entre secteur public et secteur privé, mais aussi à l'entretien des relations avec les organismes nationaux et internationaux œuvrant dans le domaine du partenariat en éducation.





Miloody VINCENT Directeur de la communication du Ministère de l'Education Nationele et de la Formation Professionnelle d'Haïti (MENFPH)

En charge de l'information de tous les établissements publics et privés sur :

- les programmes des scolaires
- les changements pédagogiques
- l'organisation des examens
- et la publication officielle des résultats



LES TABLES RONDES : PREMIERE PARTIE

TABLE-RONDE N°1 : LES MOYENS DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE FACE AUX BESOINS DU PAYS

Intervenants: Régis PONTHIEUX (COMOSEH), Josette BRUFFAERTS (Haïti Futur), Delima PIERRE (Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle en Haïti), Emmanuel CLERO (Fédération Régionale des MFR de Midi-Pyrénées) Animateur: Bartholy PIERRE-LOUIS

L'éducation numérique en Haïti

L'association Haïti Futur est partie du constat :

- de la réalité du système éducatif haïtien : des classes surchargées, des enseignants souvent peu ou pas formés, le phénomène des sur-agés etc.,
- de l'analyse des expériences passées
- de ce qui se fait ailleurs (laboratoires informatiques, distribution de laptops et tablettes, etc.).

De ces analyses est né un projet qui agit sur plusieurs paramètres en même temps :

- l'installation de Tableaux Numériques Interactifs, qui permettent à l'enseignant d'acquérir le contenu académique en même temps que les élèves ;
- l'électrification des écoles ;
- la réalisation de cours numériques adaptés ;
- les outils d'accompagnement des enseignants et des élèves (guide du maître, cahiers d'exercices);
- la maintenance du matériel avec des tecnhiciens formés ;
- le partenariat avec le Ministère de l'éducation avec la signature d'une convention et la collaboration avec les directeurs départementaux ;
- la formation continue des enseignants (mise à niveau technique, formations académiques, etc.)
- l'implication des directeurs.trices d'établissements et la désignation d'un.e référent.e TNI

Au total, 774 installations ont eu lieu ou sont programmées, dont 180 en 2010/2012 par Haïti Futur et le MENFPH, et 500 à travers le programme PRIMTICE du MENFPH en 2017/2018.

La réforme du secteur de l'éducation en Haïti.

Le Directeur général de l'ONAPE a fait le point sur les efforts fournis actuellement pour la réforme en cours. Il a notamment présenté les grandes lignes du Plan décennal d'éducation et de formation (PDEF) dont le document final vennait tout juste d'être transmis au Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle (MENFP). Ce plan comprend trois axes :

- 1. L'accès à l'éducation
- 2. La qualité de l'éducation
- 3. La gouvernance du secteur

Il en a profité pour expliquer le rôle et le fondement de l'ONAPE qui doit faciliter la coordination des actions et une meilleure articulation de la coopération entre les réseaux public et non public du secteur de l'éducation ainsi que tous les partenaires techniques et financiers. Il s'agit, selon lui, de parvenir à un alignement des actions de tous les partenaires pour une meilleure efficacité de l'aide, suivant les préoccupations et la vision du gouvernement haïtien et des hauts responsables du MENFP, plus spécifiquement.

Plusieurs acteurs ont salué la création de l'ONAPE et la nécessité d'une meilleure coordination des actions de coopération. Pour eux, il était temps et essentiel de trouver un interlocuteur valable, capable de les accompagner en vue de faciliter les opérations sur le terrain et de les aider à trouver des solutions viables face aux difficultés rencontrées dans le lancement et la mise en œuvre de projets et de programmes.

Le Directeur général de l'ONAPE a aussi insisté sur les nouvelles approches adoptées dans le cadre du PDEF concernant la gestion axée sur les résultats et invite les partenaires à s'inscrire dans cette dynamique pour atteindre les objectifs fixés et permettre aux enfants haïtiens d'avoir accès à une éducation de qualité.

Invité à intervenir, le directeur de communication du MENFP, Miloody Vincent, salue cette mobilisation des Haïtiens de la diaspora haïtienne en France et des Français voulant accompagner le pays dans sa quête de développement durable qui passe nécessairement, selon lui, par l'éducation.

La volonté des autorités actuelles du ministère est manifeste pour changer la donne en éducation, d'après M. Vincent. Il faut saisir cette opportunité et profiter de l'engagement de tous les acteurs pour apporter ce plus qui manque et qui peut faire la différence pour une éducation de qualité, accessible à toutes et à tous.

Le projet COMOSEH

Il a été monté pour apporter des solutions aux problèmes du milieu scolaire. Il est à constater :

- qu'une école fonctionne avec des maîtres qui ont besoin d'une bonne formation, ce qui n'est pas toujours le cas;
- que de nombreux enfants tombent malades en raison de l'absence d'accès à des points d'eau potable;
- que l'absentéisme peut être causé par les maladies, ou la nécessité de se déplacer pour aller chercher de l'eau;
- que l'absence d'accès à l'électricité et donc à la lumière rend compliqué le fait de réaliser les devoirs..

Tous ces problèmes matériels lont besoin d'être résolus pour assurer le bon fonctionnement du système éducatif. C'est ce que cherche à réaliser le projet COMOSEH.

Développer des Maisons Familiales Rurales en Haïti

Il n'y a actuellement pas de MFR* à Haïti. Depuis 2 ans, des acteurs locaux y travaillent, appuyés par les MFR Françaises, particulièrement par celles de la Région Occitanie..

Le projet est de proposer à une centaine de jeunes ruraux, la formation professionnelle par alternance, en impliquant les familles et acteurs locaux haïtiens, à travers trois "Maisons Familiales Rurales" portées par 2 associations : l'AFLIDEPA à Limonade - Nord (1 MFR) et le Mouvement de Paysans de Papaye à Hinche - Plateau Central (2 MFR dans les zones de Bassin Zim et Colladere)

L'objectif final est de permettre à une centaine de jeunes de devenir autonomes, de s'installer, et de contribuer au développement local en optimisant et respectant les ressources naturelles de leurs territoires.

Ce pays d'environ 10 millions d'habitants est l'un des plus pauvres au monde et sa dépendance à l'égard de l'extérieur motive les promoteurs de ces centres à proposer des formations qui répondent aux besoins des habitants d'un territoire et qui permettent à leurs enfants de devenir les acteurs du développement local.

Haïti est à la fois victime d'une forte instabilité politique depuis des décennies (dictatures, coups d'État , élections repoussées, etc.) et de catastrophes naturelles (notamment le séisme de 2010 qui a fait 250 000 morts, des typhons dévastateurs) dont le rythme s'accroît du fait d'une forte vulnérabilité au changement

climatique.

Dans ce contexte, les populations rurales, qui constituent 80% de la population haïtienne, sont les plus démunies. Au niveau agricole, les paysans souffrent de la concurrence des produits étrangers (les importations étant encouragées par la quasi-absence de taxes douanières) et par des difficultés structurelles : manque d'infrastructures d'irrigation, déforestation qui a appauvri et fragilisé les sols, manque de formations agricoles, faible accès à la propriété des terres (détenues majoritairement par l'État, l'Église ou par de grands propriétaires terriens) et vieillissement des producteurs agricoles qui peinent à motiver les jeunes à reprendre leurs activités.

En effet les jeunes ont peu de perspectives d'activités sur leur territoire, les zones rurales étant particulièrement défavorisées (problèmes d'accès, manque de services publics, agriculture de subsistance,...). Il y a un enjeu de lutte contre l'exode vers des villes tentaculaires (Port-au-Prince ; Cap Haïtien) voire à l'étranger. Par ailleurs de nombreux jeunes quittent le système scolaire avant d'avoir fini le cycle primaire, faute de moyens financiers. Les plus chanceux et fortunés quittent le pays une fois leurs études achevées.

Pour permettre aux jeunes haïtien.nes d'avoir un avenir, il faut donc leur faciliter l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle, et leur proposer des activités viables sur leur territoire de vie.

*MFR:

✓ En France: les Maisons Familiales Rurales sont conçues comme des lieux de réflexion, d'actions et de formation placés au centre d'un espace défini. Elles symbolisent la mobilisation d'une société civile qui est capable de se prendre en charge, sans tout attendre de l'extérieur, et d'agir pour améliorer son milieu de vie. Leurs projets puisent donc leurs existences dans un territoire identifié et vont nourrir, en retour, ce territoire. C'est un centre d'éducation et de formation professionnelle pour les jeunes, un centre de promotion collective et d'animation sociale et culturelle pour tout un territoire, un centre de formation permanente pour les adultes, un centre qui a vocation à assurer des missions de service public pour tous. C'est un école habilitée à préparer les diplômes des Ministères de l'Agriculture, du Travail et de la Santé et s'appuie sur la pédagogie de l'alternance entre le lieu d'acquisition des connaissances (l'école) et celui du développement des savoirs pratiques (le milieu professionnel).

✓ Dans le Monde : la Fondation des Maisons Familiales Rurales s'engage depuis plus de 20 ans, dans les pays en développement, à cofinancer la création et le fonctionnement de centres de formation organisés selon les principes des <u>Maisons Familiales Rurales</u>. Sous l'impulsion d'un de leur président, Florent Nové-Josserand, en 1987, les Maisons Familiales Rurales ont décidé d'accroître leurs actions de solidarité en créant une Fondation dont le but est d'apporter une « aide » financière au lancement et au fonctionnement de centres de formation, à travers le monde, au profit des communautés rurales. La Fondation fut reconnue d'utilité publique par décret du 31 janvier 1996.



TABLE RONDE N°2 : L'ENTREPRENEURIAT DES FEMMES : SA PART DANS L'ÉCONOMIE HAÏTIENNE

Par Lumène MICHEL (AFLIDEPA Limonade-Haïti), Corinne JOACHIM SANON SYMIETZ (ASKANYA) ,

Colette LESPINASSE (Coordination Europe-Haïti)

Animateur : Joseph PERRETON

Témoignage de Lumène Michel

L'association AFLIDEPA (Association des Femmes de Limonade pour le Développement de la Production Agicole) a été créé le 26 janvier 2004 par 6 femmes et compte aujourd'hui 720 femmes et 325 jeunes filles. Concernant l'entreprenariat féminin, l'association est un miroir de la réalité haïtienne. L'AFLIDEPA réunit des femmes qui montent des petits commerces d'artisanat, de ventes de fruits etc. L'association a un vrai rôle motivateur.

Elle dispose également d'une petite usine de transformation de beurre d'arachide et de lait aromatisé. Pour le développement de celle-ci les femmes font face à plusieurs obstacles : même si un partenaire les soutient, elles ont des difficultés pour s'approvisionner en lait comme en électricité et à trouver des emballages par exemple...

AFLIDEPA a également créé une petite entreprise d'artisanat : les femmes transforment des produits solides pour créer des valises, des dessous de plats, des sacs à main, des chaussures et des sandales. Mais elles peinent à trouver des débouchés vers un marché concret et ne disposent pas de ressources suffisantes pour investir.

Les membres ont également mis en place 3 mutuelles de solidarité avec des taux de 1 à 3% par mois pour les prêts, soit beaucoup plus bas que ceux dont elles peuvent disposer normalement.

Elles ont également recours à l'élevage de bovins qui représente une épargne en cas de coup dur. Elles bénéficient d'un programme similaire à ManMan Bèf de VETERIMED (bien connu au sein du réseau du Collectif Haïti de France) qui s'appelle « Pase Cado ».

Enfin, l'association a également mis en place un système de jardins collectifs et individuels où se cultivent manioc, patate douce pour la vente sur le marché local.

<u>Témoignage de Corinne Joachim Sanon Symietz :</u>

En Haïti, un des premiers obstacles au développement de l'entreprenariat est l'enregistrement des entreprises, afin de rentrer dans le secteur formel. Il s'agit d'une procédure très chère (plus de 2000 dollars américains) et fastidieuse, les démarches sont à faire à Port-au-Prince. En conséquence, on préfère très souvent travailler en communauté, de manière informelle au sein du village. Cela permet aux femmes de surveiller leurs enfants pendant qu'elles travaillent, mais implique aussi beaucoup de pertes. Pour financer ces micro-commerces, les femmes se financent parfois entre elles grace à des cotisations reglémentées, ou contractent des emprunts mais avec des taux d'intérêts énormes.

Corinne Sanon Simietz est née aux Etats-Unis dans les années 1980. Ses parents ont voyagé juste pour sa naissance, cela était vu comme une opportunité pour le futur de leurs enfants. Elle a vécu en Haïti jusqu'à la fin de ses études supérieures après quoi elle s'est rendue aux Etats-Unis pour ses études.

Elle a ensuite décidé de retourner en Haïti pour y créer une activité de production et des emplois manuels et travailler avec des planteurs, loin de Port-au-Prince. Suite à des recherches pour savoir quelle denrée choisir (mangue, citron, orange, vetiver...) le choix s'est porté sur le cacao. Elle a découvert FECCANO, une coopérative de 3000 planteurs qui font également sécher leur cacao puis l'exporte. Néanmoins Corinne a voulu pousser l'expérience plus loin et voulait transformer le cacao sur place pour créer la première tablette 100% haïtienne. Pour cela elle a engagé plusieurs consultants en chocolat venant d'Europe ou des Etats-Unis.

Elle commence à travailler avec les planteurs de FECCANO mais ceux-ci disposent déjà de gros acheteurs, ce qui entraîne des ruptures de stock et des livraisons en retard. Les membres de la chocolaterie décident donc de se lancer également dans la fermentation et le séchage. Aujourd'hui l'entreprise peut produire jusqu'à 8000 tablettes par mois, mais elle ne vend pas encore de telles quatités (plutôt la moitié ou le tiers selon la période).

Dans son développement, l'entreprise a rencontré plusieurs obstacles : la question de la maintenance, en Haïti il faut du « back-up » des machines de secours, et beaucoup de débrouillardise. Elle réitère aussi que les taux d'emprunts sont un obstacle énorme, elle n'aurait pas pu lancer les chocolateries Askanya si ce n'était pas via sa propre ligne de crédit en Haïti.

Ornella Braceschi souligne qu'Entrepreneurs du Monde propose des micro-crédits mais destinés à des microentreprises, beaucoup plus petites qu'Askanya.

<u>Témoignage de Colette Lespinasse</u>

Les femmes haïtiennes jouent un rôle fondamental dans la survie et le maintien de la famille. Près de 40% des familles sont monoparentales, les hommes ne contribuent pas aux besoins des enfants et les femmes travaillent de manière informelle. Toute cette activité n'est pas valorisé comme une richesse de la part de l'Etat, en comptabilité nationale, ce qui fausse notamment les chiffres de la Banque Mondiale. Il n'y a aucune stratégie en terme de politique publique pour valoriser cet apport des femmes dans l'économie nationale et déclarer qu'il contribue à la croissance du pays. D'autre part il existe certes des organisations, des ONG qui ont mis en place des programmes de micro-crédits mais cela concerne des petites entreprises, mais au niveau intermédiaires pour les jeunes qui ont fait des études, rien n'est fait!

Colette Lespinasse identifie aussi le problème de la formalisation des entreprises comme fondamental. On parle de microentreprises mais certaines brassent énormément d'argent, les femmes mutualisent parfois leur épargne et s'approvisionnent jusqu'en Chine.

Elle insiste sur le besoin de politiques publiques pour apporter des solutions à ces problématiques de crédits, de formalisation... Le mouvement féministe, avec des organisations comme « Solidarité des femmes haïtiennes » (SOFA), a lutté pour la création d'un ministère de la condition féminine, mais aujourd'hui celui-ci ne prend pas son rôle et manque cruellement de vision et de moyens.

Il existe d'ailleurs des divisions au sein du mouvement féministe. On peine à trouver un vrai dialogue et une véritable articulation entre la lutte pour les droits et les questions de survie au jour le jour. On peut argumenter qu'il s'agit là d'une différence de milieu, de niveau de préoccupation mais pas forcément car il existe beaucoup de problématiques transversales.



Par Helène de Boissezon (CNES projet Kal Haïti) et Jacques Godfrain (Président de France Volontaires) Introduction : Franz CADET

Ce sont deux amis d'Haïti et dans leur domaine respectif des connaisseurs d'Haïti qui proposent aux haïtiens :

- grâce à l'une, Hélène De Boissezon, les moyens de gérer les risques et les désastres;
- et grâce à l'autre, Jacques Godfrain, l'opportunité de faire sortir les jeunes et d'en accueillir dans le cadre des Services Civiques Internationaux.

Ecoutons les, ce sont des éclaireurs formidables. Ils vont nous ouvrir des petites fenêtres et au bout nous apercevrons un horizon de perspectives.



LES DONNÉES DE TÉLÉDÉTECTION DANS LA GESTION DES RISQUES ET DÉSASTRES EN HAÏTI, UNE ACTION DANS LA DURÉE DEPUIS 2010.

Intervention de Helène de Boissezon, responsable du service «analyses et produits image » au Centre National d'Etudes Spaciales (CNES Toulouse).

La Charte Internationale Espace et Catastrophes Majeures est un accord international de coopération entre agences spatiales pour les observations de la Terre pour des interventions de secours et d'urgence. Elle est déclenchée notamment lorsqu'une protection civile estime qu'il y a une catastrophe de grande ampleur. L'objectif est de faire parvenir au plus vite des images aux personnes qui en ont besoin, et qu'elles soient alors transformées en cartographies utiles.

En Haïti, le point de départ, à l'utilisation de cet outil, a été le tremblement de terre 2010. La sécurité civile française avait besoin de ces images, qui sont très précises, pour préparer l'envoi de secours. 2 jours après le séisme, le CNES a fourni les images nécessaires, et une cartographie des zones de rassemblements spontanés a pu être réalisée, ainsi que des cartographies des rues, des impacts, etc. Cette activation a duré 15 jours.

La recherche peut être au service de la reconstruction : peu de temps après le tremblement de terre, un programme a été monté dans ce but : **Kal-Haïti.** Des chercheurs, humanitaires, urbanistes et acteurs locaux de la reconstruction se sont mobilisés, et ont permis de fournir des données essentielles.

Cet outil a notamment permis de faire des zooms (sur Gonaive, etc.) avec une précision très fine, pour aller mener des études en lien avec la réalité. Ainsi, un projet de relèvement des capacités fiscales de Jacmel a pu être mené. Ce projet était conjoint, avec un partenariat étroit avec la ville de Strasbourg. Un suivi temporel de l'urbanisation a été réalisé pour la municipalité, qui lui a permis de recenser les logements et définir ainsi sa politique d'imposition.

Il a aussi permis un suivi temporel des camps de déplacés, pour la Croix Rouge Française. L'outil est venu apporter un support aux opérations humanitaires de l'association, grâce à l'analyse de 17 camps. Cet outil est un réel apport pour les projets de coopération et l'enjeu est de garantir un accès libre aux données KAL-Haïti pour qu'elles puissent servir à la recherche, au développement et à l'enseignement.

Un autre programme a été créé en Haïti : les **Observatoires du Relèvement ou Recovery Observation**. Celui-ci avait pour but de mettre à disposition la télédetection au service du relèvement post ouragan Matthew. Le pilotage du **« Recovery Observation »** est collaboratif : l'équipe de projet est composée de Leadership **CNIGS et du CNES**. Le Comité de Direction est constitué du Centre National d' Information Géospatiale (CNIGS), du Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT), et de l' Observatoire National de l'Environnement et de la vulnérabilité (ONEV).

Après l'impact de Matthew, le dispositif a été déclenché. Co-construit avec les partenaire haïtiens, le RO organise de façon récurrente des ateliers. De nombreux thèmes ont été abordés: les informations sur l'état des zones urbaines, l'agriculture, sur les zones littorales, les maladies à transmission vectorielles, les glissements de terrain (analyser les images prises à plusieurs dates, utiliser des images radar, pour mettre à disposition ces algorithmes), l'exemple d'un parc ravagé par Matthew (Macaya) des les gestionnaires avaient besoin d'informations pour étudier la reprise de la végétation, les signes de présence humaine, etc. Des ateliers pour les usagers ont eu lieu l'an dernier aux cailles (avec des représentants de la mairie, etc). Cela a permis d'obtenir des retours du terrain et ainsi se rendre compte de la nécessité de s'adapter car les personnes ne savent pas toujours se repérer sur une carte.

La Charte est donc très utile en cas d'aléas géophysiques et hydro météorologiques. L'idée est que les Haïtiens s'approprient l'outil, et qu'ainsi Haïti puisse elle-même déclencher la charte. Le processus est en cours.

En conclusion : malheureusement, Haïti est un territoire précurseur, mais ce travail s'est ancré en 8 années de partenariat. Le programme opérationnel est en phase avec la réalité haïtienne. Il permet un accès à une information dynamique inaccessible par d'autres voies. Le programme sert de plus les Universités haïtiennes. En effet les images et produits sont librement accessibles pour l'enseignement et la recherche.

UNE AUTRE AUTONOMIE À ACQUÉRIR POUR HAÏTI

Intervention de Monsieur Jacques GODFRAIN, président de France Volontaires

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Toulouse et de la Faculté de Droit et de Sciences Économiques de Toulouse (1965), Jacques Godfrain est titulaire d'un diplôme d'études supérieures de sciences économiques. Il débute son activité professionnelle en tant qu'attaché de direction à la Snecma (1969-1970), il entre ensuite à l'Union de transports aériens (1970-1973 et 1974-1978). Il devient ensuite Chargé de mission auprès de Georges Pompidou (1973-1974), adjoint au Maire de Saint-Affrique (1977-1995), député (1978-1995 puis 1997-2007), conseiller général de l'Aveyron (1979-1992) et conseiller régional de Midi-Pyrénées (1992-1998).

Il fût Ministre de la coopération de 1995 à 1997, et en 1995 il est élu maire de Millau pour devenir l'initiateur du plus haut Viaduc du Monde.

Il est actuellement président de la Fondation Charles de Gaulle depuis le 18 janvier 2011 et président de l'association France Volontaires (chargée de promouvoir le volontariat international), Président d'Honneur d'Alliés contre la faim, Président de La Méridienne (chargée de la promotion touristique de l'autoroute A75 et du Viaduc de Millau), et président de France Vétérinaire International.

En 1963 est né à l'initiative du Ministre de la Coopération et du Président Charles de Gaulle. Ce mouvement a été initié avec des jeunes venant de milieux agricoles, par le biais de maisons rurales. Issu d'une construction partagée entre des acteurs publics et associatifs impliqués dans la solidarité internationale, France Volontaires a été créé en 2009 sous la forme d'une association.

Plus récemment, France Volontaires a agi à la demande du Ministère des Affaires étrangères, du fait en autres du scandale de l'Arche de Zoé, pour sélectionner les profils des candidats qui partent à l'étranger. France Volontaires a un rôle d'éveilleur. Ils ont convaincu que deux grandes plateformes marchaient très bien en Allemagne et au Québec, et il a été décidé la création d'une plateforme française qui permette d'harmoniser les actions et repérer parmi les candidats ceux qui sont réellement tournés vers l'autre, et qui ne désirent pas partir parce qu'ils ont des problèmes personnels par exemple. Aujourd'hui France Volontaires est en lien avec le Ministère des Affaires étrangères, mais aussi avec l'Agence du service civique.

Jacques Godfrain est allé en Haïti en 1995 et a été marqué par des lycéens qui lui ont récité des poèmes en français.

Quelques années plus tard, le tremblement de terre a été un événement retentissant. Plus de 230 000 personnes ont perdu la vie, 220 000 ont été blessées, la population de Port-au-Prince s'est retrouvée sous les gravas. A ce moment là il y a eu beaucoup de bonne volonté de la part de la communauté internationale.

Ce qui l'a beaucoup frappé c'est l'importance de la demande en éducation, et notamment en éducation populaire. Pour cela, le volontariat est un très bon outil pour faciliter l'inclusion des jeunes. C'est dans cette démarche que la réciprocité a été développée. Le Nord a aussi besoin des compétences de personnes du Sud.

LES TABLES RONDES : DEUXIÈME PARTIE

TABLE-RONDE N°3 : L'ACCÈS À LA SANTÉ ET À L'EAU POTABLE : DES ATTENTES À SATISFAIRE :

Par Véronique Teyssie (Fondation Pierre Fabre) et Olivier Vieu (Office International de l'Eau) Animateur : Henri Boisson (Relais France Fondation Max Cadet d'Haïti)



La lutte contre la Drépanocytose

Intervention de Véronique Teyssie (Responsable projets Fondation Pierre Fabre)

La fondation a été créée par M. Pierre Fabre il y a 20 ans, qui s'est battu pour qu'elle soit reconnue d'utilité publique. En 1995, il a été témoin au Niger de l'un des cas les plus graves d'usage de faux médicaments avec la distribution de faux vaccins, à base d'eau distillée, à la population nigérienne aux prises avec une épidémie de méningite. C'est suite à cette expérience qu'il a créé cette fondation.

La Fondation banni les démarches humanitaires : tous les projets sont basés sur des sollicitations.

La Fondation Pierre Fabre joue un rôle déterminant dans l'organisation de l'entreprise : ce dernier ayant fait de la Fondation son légataire universel, la Fondation détient depuis son décès en 2013, 86 % du capital de l'entreprise.

Elle mène 32 programmes répartis dans 17 pays : formation des professionnels du médicament, lutte contre la drépanocytose, l'accès aux soins de qualité, la dermatologie et la e-santé. Elle travaille en étroite collaboration avec les acteurs locaux de santé dans plus de 17 pays en Afrique, en Asie, au Liban, en Haïti et à Madagascar.

La drépanocytose est la première maladie génétique dans le monde. Elle touche l'hémoglobine des globules rouges. Elle se manifeste notamment par une anémie, des crises douloureuses et un risque accru d'infections. La Fondation concentre ses efforts pour lutter contre cette maladie en Afrique où la prévalence de la maladie est la plus élevée et où les structures médicales et le personnel de santé formé fait défaut. Elle axe son travail sur le dépistage néonatal de la maladie, peu répandu, et sur l'accès aux soins.

La drépanocytose en Haïti:

- Prévalence du gène drépanocytaire : 11 à 13% de la population
- Prévalence de la maladie : 0.6% des naissances (soit environ 1700 nouveaux nés/an)
- Pas de dépistage systématique
- Pas de politique nationale de lutte contre la drépanocytose
- Prophylaxie très limitée
- Pas de vaccination adaptée

C'est pourquoi la Fondation a décidé de soutenir un projet pilote pour étudier la faisabilité de mettre en place un programme de dépistage de la drépanocytose et de prise en charge des patients diagnostiqués à l'Hôpital Saint Damien. En effet cela est un enjeu important car plus la maladie est identifiée tôt, plus on peut éviter la survenue de crises. Dans ce cadre, la Fondation a financé la formation du personnel de santé aux techniques de prélèvement sur les nouveau-nés. L'objectif est aussi de sensibiliser les pouvoirs publics à l'intérêt d'un programme national de lutte contre la drépanocytose, et de disposer d'un modèle de prise en charge viable et déclinable. A terme, le programme devrait être étendu à deux autres hôpitaux.

Les objectifs sont d'initier le diagnostic néonatal et précoce et d'assurer la prise en charge des enfants diagnostiqués drépanocytaires majeurs et ceux déjà inscrits dans les cohortes des 3 structures de santé. Pour cela ils souhaitent réussir à impliquer les autorités sanitaires, et venir en soutien à l'Association d'Anémie Falciforme d'Haïti (AAFH). Ils sont actuellement en train d'équiper la laboratoire de l'Hôpital Saint Damien.

Mais la Fondation est aussi intervenue face à l'urgence sanitaire causée par l'Ouragan Matthew. Face à l'augmentation des cas de choléra, la Fondation Pierre Fabre a décidé d'intervenir aux côtés des ONG ACTED et du Collectif Haïti Occitanie. Un programme de réhabilitation de centres de santé dans la région des Nippes et un autre achat de purificateurs d'eau pour la Grand'Anse et les Nippes et de soutien à des éleveurs qui ont perdu leur bétail et leur matériel (achat de chèvres, de vaches et d'équipement) ont été mis en place. En parallèle, ACTED et la Fondation ont mené des campagnes de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène, afin de prévenir sur le long terme les risques de propagation d'épidémies et de généraliser ces pratiques.

Le CHO a en effet découvert l'existence de la Société toulousaine SunWaterLife et qu'elle développe un système de purification d'eau mobile autonome : AQUALINK UF (Technique d'Ultra Filtration pour 300 litres /heure avec panneaux solaires intégrés). Dès les premiers contacts il y a eu une compréhension, une adhésion et une collaboration. Le projet du CHO de soutien aux fragilisés du Sud rencontrait celui de la société SUNWATERLIFE qui proposait un financement solidaire pour fournir de l'eau potable aux sinistrés du Sud d'Haïti. Il fallait alors des partenaires fiables pour enraciner le projet à la fois dans un contexte

franco-haïtien porteur et dans des structures collectives bénéficiaires. Une convention tripartite impliquant : le gestionnaire du projet le CHO, les partenaires associatifs franco-haïtiens et les structures collectives de santé ou d'école en Haïti, a été co-signée. Des Fondations d'Entreprises et des Collectivités Territoriales ont décidé de subventionner l'opération, des associations ont collecté des fonds et les particuliers ont fait des dons. Les purificateurs ont alors été acheminés par voie aérienne pour plus d'efficacité, et un stage de formation à leur utilisation a été organisé.

La Fondation a aussi un Appel à projets régionaux destiné à soutenir des actions en faveur de l'aide à la santé dans les pays du Sud. Parmi les lauréats de 2016 figuraient les Cliniques dentaires de la Fondation Max Cadet avec leur programme de prévention et de soins bucco-dentaires pour enfants défavorisés de foyers et orphelinats de Port-au-Prince.

Le secteur de l'eau et de l'assainissement en Haïti.

Intervention d'Olivier Vieu (Office International de l'Eau)

Olivier Vieu est spécialiste « eau et assainissement » et travaille avec Haïti depuis 2009. Il est chargé de projets à l'Office International de l'Eau qui est une association reconnue d'utilité publique, présente en Haïti depuis 2007. Elle travaille à développer les compétences pour mieux gérer l'eau. Ils ont notamment lancé en 2017 le projet « Compétences Pour l'Emploi des Jeunes » qui vise à appuyer l'INFP et le Centre Pilote de la Formation Professionnelle pour les métiers d'Eau Potable et Assainissement (EPA).

L'eau et assainissement dans les écoles

Pou l'assainissement, quelques rappels : les 3 « maillons » sont :

- la Collecte
- la Vidange Transport
- la Traitement.

Ce dernier maillon est une grosse problématique. 5 stations de traitement qui ne sont pas encore opérationnelles.

Promotion de l'hygiène :le lavage des mains, «wout micwob a »

Depuis 2013 le Référentiel Technique National du secteur EPA, qui regroupe plus de 110 documents pour environ 3.000 pages, détaillant les bonnes pratiques, les prescriptions minimales ou les interdictions pour chaque type d'ouvrages, de matériaux ou de procédures.

Voilà quelques exemples de prescriptions :

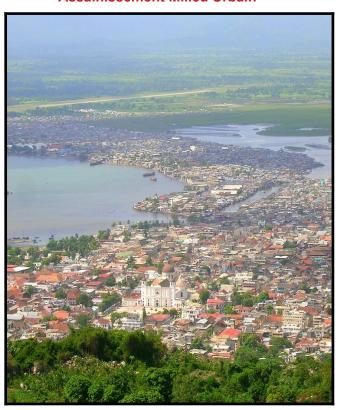
- Ne jamais installer de toilette à infiltration si une nappe est présente à moins de 1,5m ou une source d'eau à moins de 30 m
- Dans les écoles le guide conseille:
 - 1 toilette pour 25 filles,
 - 1 toilette + 1 urinoir pour 50 garçons,
 - à moins de 30 m des utilisateurs
 - séparer les lieux d'utilisation (fille, garçons, enseignants) et les signaler

- Quelques questions à se poser lors de l'installation de toilettes : Le modèle choisi est-il adapté ?
- Qui fera l'entretien ?
- Avec quel budget ?
- Qui fera la vidange ?
- Y a t'il de l'eau courante?

Quelque conseils:

- Bien connaître les besoins/la demande locale
- S'assurer de la conformité du projet avec les stratégies/recommandations nationales (DINEPA + MENFP)
- Solliciter les conseils de la DINEPA (TEPAC, URD...)

Assainissement Milieu Urbain



Eau stagnante au Cap-Haïtien

Eau potable en Milieu Rural Grand'Anse



Systèmes de purification de SUNWATERLIFE

TABLE-RONDE N°4 : LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : QUELS MOYENS POUR FAVORISER SA RECONQUÊTE ?

Par Colette LESPINASSE (CoEH), Lumène MICHEL (AFLIDEPA), Rémi ROUX (Ethiquable), Juliette BASTE-MORAND, Mathilde CROU, Pascaline DEVILLIERS, Sébastien LOULIE-TUQUET (Etudiants de l'ISTOM)

Animatrice : Marie-Claire HAGUET (Grandir en Haïti)



Les questions soulevées au cours de cette table ronde ont été: Comment réussir à nourrir l'ensemble de la population ? Qui sont les décisionaires qui ont le pouvoir de prendre des mesures ? Quel type d'agriculture favoriser ?

Deux concepts sont à distinguer : la sécurité alimentaire et la souverainneté alimentaire. Elles marchent de paire : la première est l'objectif, le but ; la deuxième la voie pour y accéder.

Qu'entend-on par sécurité alimentaire ?

Elle est assurée quand tous les êtres humains ont accès à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de mener une vie saine et active.

Les 4 composantes indispensables à la réalisation de la sécurité alimentaire sont :

- la disponibilité physique des aliments
- l'accès économique et physique des aliments
- la qualité des aliments
- la stabilité de ces 3 composantes.

Qu'entend-on par souveraineté alimentaire ? C'est un concept nouveau présenté comme le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables.

Les 6 piliers de la souveraineté alimentaire (élaboration Forum de Nyéléni - Mali 2007) sont :

- la priorité donnée à l'alimentation des populations
- la valorisation des producteurs d'aliments
- l'établissement de systèmes locaux de production
- le renforcement du contrôle local
- la construction des savoirs et savoir-faire
- le travail avec la nature.

Par quels moyens parvenir à la souveraineté alimentaire ?

- En donnant priorité à la production agricole locale et aux modes de productions agroécologiques.
- En permettant l'accès des paysan.nes démunis à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit.
 D'où la nécessité : de réformes agraires, de la lutte contre les OGM, de garder l'eau comme un bien public.
- En exigeant des États qu'ils se protégent des importations de denrées alimentaires à bas prix.
- En payant pour les produits agricoles le juste prix établi sur la base des coûts réels de production.
- En reconnaissant les droits des paysans (anes) et leur rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.
- En permettant aux populations de participer aux choix des politiques agricoles.

En résumé, la sécurité alimentaire se concentre sur l'accès à la nourriture et la souveraineté alimentaire sur comment y parvenir et qui décide.

C'est un concept qui prend de l'ampleur, car :

- de nombreux pays du Sud ont commencé à inscrire la souveraineté alimentaire dans leurs constitutions
- au Québec, à Montréal, une large coalition de groupes de tous horizons de la société ont lancé un appel à pour l'application de «l'exception agricole» au même titre que l'exception culturelle
- en Belgique, le parlement wallon a demandé en 2016 qu'apparaisse dans le CETA le principe «d'exception agricole»

Cela se justifie par le fait que la règle générale qui domine aujourd'hui les échanges a des conséquences désastreuses tant pour les sécurité/souveraineté alimentaire que pour la lutte contre les changements climatiques et les autres défis climatiques.

Comme vous le savez, Haïti compte plus de 10 millions d'habitants répartis sur 27 750 km2. Le pays a un taux de croissance de 2,5 % et l'agriculture en est l'activité économique dominante avec 51% des actifs, mais elle représente seulement 25% du PIB en 2010. 22 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Le taux de mortalité infantile est de 88 décès pour mille naissances, le taux de mortalité maternelle est de 157 décès de mamans sur 100 000 naissances. 49 % des femmes souffrent d'anémie, et 25 % d'obésité. La plupart des terres agricoles sont occupées par des petits propriétaires exploitants.

Les besoins à satisfaire et identifiés pour améliorer la situation existante sont:

- La formation : beaucoup de personnes délaissent l'agriculture parce que selon elles, le travail de la terre ne rapporte pas. Cela est lié au manque de connaissance sur les techniques et au manque de moyens.
- L'inégalité de genre et la discrimination à l'égard des femmes sont l'une des causes structurelles de la pauvreté rurale et l'un des plus grands défis du pays. Le manque d'équité dans la répartition des tâches : les femmes récoltent, s'occupent des semis, de la vente au marché, etc. Alors qu'elles ont la possibilité et capacité de travailler, elles n'ont pas accès à la terre. Seulement 23 % des propriétaires de terres sont des femmes.
- Le manque d'organisation et d'efficacité des filières : il y a peu de moyens de

- transformation (par exemple pour le cas de la mangue). Et les quelques industries haïtiennes de transformation alimentaire privilégient aujourd'hui les importations.
- La faiblesse des moyens de financements, qui bloque l'investissement et empêche le bon fonctionnement des exploitations. L'accès au crédit se fait à des taux largement prohibitifs.

Avec un marché très ouvert et un secteur agricole négligé pendant des années par le gouvernement haïtien, le pays est devenu extrêmement dépendant d'importations alimentaires. Une des grandes difficultés à laquelle fait face le secteur agricole est le dumping des Etats-Unis. Le pays inonde le marché haïtien depuis les années 1990. Même problème avec les produits importés de République Dominicaine (œufs, poulets). Le riz créole est 3 fois plus cher que celui américain, et ne se vend donc pas. La population choisi d'acheter des produits moins chers. Et la situation n'est pas limitée à la production de riz. Cela maintient Haïti dans une situation de pauvreté et de dépendance.

<u>La contribution de L'AFLIDEPA (Association des Femmes de Limonade pour le Développement et la Production Artisanale) pour la souveraineté alimentaire :</u>

L'AFLIDEPA a été fondée en 2004 par 6 femmes à Limonade, commune du département du Nord. Elle est riche en ressources naturelles : c'est une grande productrice de bananes, de canne à sucre, etc. La poplualtion, estimée à plus de 50 000 habitants dont plus de 27 000 femmes vivent d'agriculture, de pêche, d'élevage et de petit commerce.

L'AFLIDEPA rescence aujourd'hui 875 membres. L'association cherche à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes et des jeunes filles, à renforcer leurs capacités pour contruire leur autonomie, à élever le niveau de leurs connaissances dans différents domaines (santé, élevage, etc.), à travailler au développement social, économique et cuturel des zones dans lesquelles elle intervient, à s'impliquer dans les activités de production agricole, et à établir de solides relations avec les autres organisations.

Ses activités liées à la souveraineté alimentaire tocuhent la formation de techniciens agricoles et vétérinaires

- la mise à disposition d'un animal domestique (vache, chèvre, ...) pour un temps déterminé.
 Les femmes apprennent ainsi le métier d'éleveuse et retirent un revenu de la vente du lait.
 Cela leur permettra de payer la scolarité de leurs enfants. Les produits ne sont pour l'instant vendus qu'au niveau national mais elles souhaiteraient s'ouvrir à l'international.
- le jardinage collectif et individuel
- la transformation (pistaches, lait,...) eu yahourt, beurre de cacahuète (mamba haïtien)
- la distribution d'intrants agricoles
- les mutuelles : chaque femme paye 250 gourdes et cela permet d'avoir un fond pour financer la mise en place d'activités gérénatrices de revenus. Après 3 ou 6 mois, la somme est remboursée avec un faible intérêt, ce qui permet d'augmenter les fonds.
- la mise en place d'un Centre de formation aux métiers du monde rural entamée depuis 2 ans par l'association. C'est le modèle des MFR (Maison Familiale Rurale) qui est en cours d'élaboration à Limonade.

Ethiquable est une entreprise coopérative française engagée, spécialiste dans la transformation et dans la vente de produits équitables. La marque est née il y a 15 ans à l'initiative de trois amis qui souhaitaient valoriser le travail des petits producteurs. Pour cela, être une coopérative avait beaucoup plus de sens qu'être une entreprise classique.

Leur entreprise avoulu dès le début travailler sur des produits «bio» et développer un commerce équitable. Le principe est d'accorder un prix juste pour leur travail, aux producteurs. Regroupés dans 45 coopératives. Ils appuient les producteurs dans leur développement, grâce à une prime. C'est la coopérative qui décide à quoi ils vont la dédier, souvent à des projets d'amélioration de production. Ethiquable apporte de plus un soutien financier par le pré-financement des récoltes.

La cacaoculture en Haïti repose sur des petits jardins agro-forestiers où sont cultivées des variétés de cacao typiques de la Caraïbe. C'est lors de la fermentation du que l'on fait le plus d'argent. C'est aussi un réel enjeu pour avoir du cacao de qualité. Problème : les 4000 tonnes de fèves de cacao récoltées chaque année dans le pays ne sont pas valorisées sur le marché mondial, à la différence de celles produites dans d'autres pays des Caraïbes comme Trinidad, République Dominicaine... Le cacao d'Haïti est du coup destiné au marché de masse, le marché peu exigeant des produits industriels. Cela est dû à la non fermentation des fèves : étape indispensable pour libérer les arômes. C'est pourquoi Ethiquable s'est lancé dans le projet de former les producteurs de le FECCANO.

En Haïti, l'agriculture est paysanne, dans une démarche d'agroforesterie tropicale. Ce sont des jardins, des petites parcelles de 2 ou 3 hectares, où les producteurs associent diversent cultures (notamment vivrières) à des espèces pérennes. Il n'y a pas de monoculture.

Ethiquable milite pour ce genre de pratique, qui permettent une réelle transition écologique. Ils assurent la promotion de l'agriculture biologique, sans intrants chimiques.

La certification équitable du cacao dans le Grand'Anse

6 étudiants de l'ISTOM membres de l'association « Aequum » ont mené une mission dans la Grand'Anse (Sud d'Haïti), dans le but d'apporter leur expertise sur la valorisation du cacao dans les Caraïbes. Les conditions climatiques en Haïti, particulièrement les ouragans (notamment Matthew) et les tremblements de terre, ont fortement fragilisé la filière cacao. C'est pour cela qu'ils ont monté un projet de diagnostic du fonctionnement des coopératives de l'ODEFCAGA. Cet ensemble fédère aujourd'hui les plus importants groupements de producteurs de la région. Le but était d'appuyer la structuration (renforcer capacités organisationnelles et la gouvernancelocale) de ces 5 coopératives et permettre l'accès à des certifications biologiques et équitables.

Le processus de la certification est lent et difficile. De plus il faut déserrer les freins majeurs que constituent : le travail des enfants et le manque de tracabilité dans les pratiques agraires.

Le contexte institutionnel est globalement favorable au développement de la filière. Mais ils ont cependant constaté un manque d'appropriation par les producteurs des pratiques. Notamment, ils fonctionnaient dans le passé en groupements et non en coopératives. Ce mode d'organisation a été encouragé par l'Union Européenne, mais il n'est pas toujours très adapté.

Ils ont malheureusement aussi constaté que parfois des ONG courcircutent des projets locaux. Sur des activités de transformation locale du cacao en chocolat notamment où il y a une concurrence.

Un enjeu pour la certification écologique est le problème des «ravageurs» : il y a des rats en sein de parcelles. Le traitement de ces nuisibles dans le respect des principes de l'agriculture biologique est un réel enjeu.

Toute nouvelle filière de production bio équitable pourrait être aujourd'hui considérée comme contribuant à la souveraineté alimentaire. En effet ces critères garantissent à la filière des variétés de qualité, une lutte contre la déforestation, une relance de la production, une culture de rente, la conservation du cacao possible, le peu d'intrants pour traiter les maladies, la préservation des sols, et une intégration aux jardins créoles. C'est réellement un outil permettant aux plus démunis de créer eux-même les outils et leviers de développement leur permettant d'atteindre une souveraineté alimentaire.

Mais cela pose malgré tout quelques limites : les coopératives sont toujours dépendantes des acheteurs (elles n'ont pas assez de trésorerie pour acheter directement leur cacao aux producteurs), et le culture reste soumise à l'instabilité climatique.

Au niveau institutionel, le travail de la Coordination Europe Haïti

Elle réalise un plaidoyer pour une autre politique agricole. Ils rappellent l'importance et le rôle joué par l'agriculture familiale : c'est le système agricole haïtien dans lequel travaillent plus d'1 million de familles. C'est une production qui est très diversifiée et biologique de fait.

Aujourd'hui l'agriculture familiale est en crise et certains de ses détracteurs profitent de cette situation pour préconiser sa disparition. Pendant plus de 170 ans, la paysannerie a assuré les besoins alimentaires de la population. C'est même grace aux ressources générées son travail que le soit-disant dette de l'indépendance a pu être payée. Et d'après le Ministère de l'Agriculture, c'est ecore 35 % du territoire national qui continue de servir aux exploitations agricoles.

Le Président Jovenel Moïse s'était engagé à faire de l'agriculture sa priorité, en se concentrant à la rendre plus compétitive. Il a largement déçu : rien a encore été dit sur la paysannerie. L'Etat haitien n'a jamais mis en place de politiques prposant des plans d'améliorations des conditions de travail. Historiquement, au lieu de soutenir l'agriculture nationale, l'Etat haïtien a préféré entreprendre diverses expériences d'agrobusiness, souvent en massacrant de petits planteurs, en les exproriant de leurs terres pour les confier à de gros investisseurs en vue de l'implantation de grandes plantations agricoles.

Nous avions connu les grandes plantations de sisal, d'hévéa (arbre à caoutchouc) et d'autres produits d'exportation pour satisfaire des demandes étrangères. Plus près de nous, l'Etat haïtien a de nouveau accordé des terres agricoles à des hommes d'affaires pour implanter de grands projets de zones franches, de grands projets touristiques, d'exploitations minière ou agricoles, comme c'est le cas actuellement dans le Nord-Est d'Haïti, tandis que le nombre de paysans sans terre ne cesse d'augmenter. Une fois ces opportunités disparues, ces investisseurs agricoles d'occasion se retirent toujours rapidement laissant parfois derrière eux des dégats irréparables. A chaque fois, Haïti a continué à survivre grâce aux travaux des champs des paysannes et paysans, qui ont, malgré vents et marées, poursuivi leurs efforts de production de denrées agricoles pour leurs familles et pour la consommation nationale.

Ce n'est qu'à partir des années 1980 – 1990, que la paysannerie s'est retrouvée dans la situation de ne plus pouvoir jouer comme avant ce rôle historique de principal pourvoyeur de revenus au pays en raison d'une forte croissance de la population et de la baisse de productivité des exploitations agricoles familiales considérablement émiettées et fortement érodées.

L'agriculture familiale paysanne subit les contrecoups des mauvais choix politiques des dirigeants haitiens. Au début des années 1980, sous la pression des Etats-Unis d'Amérique, l'Etat haïtien a décidé d'éradiquer les cochons créoles soupçonnés d'être porteurs de la peste porcine mais considérés comme principale forme d'épargne du paysan haitien.

Durant ces dernières années, spécialement à partir de l'année 1996, l'Etat a décidé de supprimer en grande partie les taxes douanières qui sont passées dans certains cas de 50% à 0% pour l'importation de produits alimentaires qui viennent concurrencer négativement les produits alimentaires nationaux. C'est le cas par exemple du lait en poudre, des graines, du blé, du houblon, de l'huile de lin, où les droits de douanes sont passés à zéro. Le pays est de plus victime du dumping des USA qui transfère d'énormes quantités de denrées alimentaires gratuitement sous couvert d'aide. Aucune disposition institutionnelle n'est prise pour protéger la production agricole nationale contre l'arrivée de produits étrangers qui, eux sont subventionnés voire donnés.

Il en résulte un processus de paupérisation accélérée de la paysannerie et d'exode rural. La pauvreté extrême est surtout plus élevée dans les milieux ruraux (88% contre 45% à Port-au-Prince et 76% dans les autres régions métropolitaines, selon une étude de ACTED sur les causes de l'insécurité alimentaire en Haiti. Les producteurs sont de plus très impactés par les aléas climatiques.

Malgré ses déboires, et donc une diminution dans l'économie du pays, elle reste la principale pourvoyeuse d'emplois dans le pays, elle satisfait à 40% les besoins alimentaires de la population et représente 23% du PIB. Elle peut encore se relever. Pour sortir l'agriculture nationale de cette crise, il ne faut pas de solution externe, mais l'adoption et l'application d'une politique agricole claire qui vise les objectifs suivants :

- l'Elimination des concurrences déloyales, entre produits agricoles importés (ayant bénéficié de subventions des Etats de leur origine) et ceux des paysans haitiens.
- la transformation des jardins traditionnels en un système agro-écologique plus durable et plus rentable qui permette au paysan de vivre décemment;
- la sécurisation des terres agricoles, la fourniture de plus de terres aux paysans, d'encadrement technique approprié et d'autres moyens de production tels que de bonnes semences, des outils, de l'eau pour l'irrigation, de bonnes races de bétail, du crédit, etc., pour que les paysans et paysannes puissent mieux travailler;
- la valorisation du travail agricole et des mesures incitatives pour encourager les jeunes du milieu rural à cultiver la terre.

La dispora pourrait aussi mieux appuyer le pays : elle devrait réfléchir à la construction d'un autre lien de solidarité avec la production nationale. Le Ministère des Haïtiens vivants à l'étranger aurait un rôle à jouer.

Par Bernard DUQUESNOY (Maire de Donneville) et Martin MALVY (ancien Président de la Région Midi Pyrénées Introduction : Henri AREVALO (Président d'Occitanie Coopération)



Notre éclaireur, Henri Arévalo, président d'Occitanie Coopération nous a présenté le dispositif régional mis au service des acteurs de la solidarité. Reconnue comme Réseau régional multi-acteurs (RRMA) par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères depuis 2013, Occitanie Coopération compte parmi les douze <u>RRMA</u> français réunis au sein de la CIRRMA (Conférence inter-régionale des réseaux régionaux multi-acteurs) et apporte à ses membres un accompagnement dans leur démarches d'organisation, de formation de mutualisation et de présentation des activités partenariales.

Ce réseau a pour vocation certes de développer la coopération et la solidarité internationales en Occitanie mais surtout d'optimiser les pratiques des porteurs de projet, de rendre visible et fédérer la plus large pluralité d'acteurs en vue de développer les échanges et la concertation. A ces fins nous organisons à l'automne de chaque année l'AGORA des coopérations et des solidarités internationales, qui favorise la concertation, l'échange de pratiques et d'expériences, l'actualisation des connaissances, la mise en relation entre acteurs, le rapprochement entre décideurs, financeurs et acteurs de terrain et la valorisation des acteurs régionaux.

Notre témoin d'un jour, Bernard Duquesnoy, après avoir prêté l'oreille à nos échanges en ateliers et dans les tables-rondes, nous a mis en garde contre notre inconscient désir à penser pour l'autre, à faire à sa place et aussi contre notre déstructurante intrusion dans un développement qui ne peut être qu'endogène. Nous retenons de son analyse : *Nous (les Européens) n'avons pas de recettes à montrer aux Haïtiens et devrions cesser de les accabler avec notre sollicitude, pour être leur humbles partenaires.*

Notre parrain de circonstance, le Président Martin Malvy, nous a invité à poursuivre le combat pour la réduction des inégalités entre les nations, les territoires, dans l'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé et à l'alimentation avec la ferme volonté d'entreprendre dans une mutualisation concertée et consentie des compétences et des moyens financiers.

La difficulté, selon lui, est l'inégalité qui croise l'indifférence. Notre monde n'a sans doute jamais été aussi déstabilisé qu'aujourd'hui. Les exemples de replis sur soi-même, croissent. La planète compte 194 nations. Haïti est l'une des plus pauvres (19ième pays plus pauvre). L'espérance de vie y est de 61 ans.

Haïti est un pays à part, particulièrement en raison de son histoire : la révolution haïtienne a débuté en 1791. C'est la première révolte d'esclaves réussie du monde moderne, et c'est le pays où l'esclavage a été aboli avant partout ailleurs sous l'impulsion des esclaves insurgés. C'est aussi le seul pays francophone indépendant des Caraïbes. Malgré la proximité des États-Unis, le français y reste très implanté. Nous des pays plus avancés, sommes dans l'obligation de parfaire notre engagement à l'égard de cette nation et notre solidarité à l'égard de son peuple.

RESTITUTION DES ATELIERS

ATELIER 1 : LES MOYENS DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE FACE AUX BESOINS DU PAYS

Le débat a évité la question du bilinguisme qui promettait d'être houleuse. Faute de trancher cette question qui valait un atelier à elle toute seule et qui allait polariser tous nos débats, nous sommes passés aux questions éducatives proprement dites.

Jeudi soir ce sont les réalisations de COMOSEH (Contribuer à la Modernisation du Système Educatif Haïtien) qui ont principalement été exposées. Il y a eu une table ronde à ce propos nous n'y reviendrons pas.

D'autres questions ont été soulevées qui ont été examinées plus longuement vendredi : celles du privé et du public, celles des maîtres, celles de la formation professionnelle.

Ces questions ont été au centre des débats des deux journées.

La présence de 2 représentants du Ministère de l'Education nationale et de la Formation Professionnelle d'Haïti nous a permis de mettre en place un dialogue constructif mais n'a pas permis non plus de répondre à toutes nos questions.

Pierre et Vincent nous exposé les efforts mis en place par leur ministère à plusieurs plans :

- Valorisation de la filière technique et professionnelle ;
- Salaire, recrutement et formation des maîtres. En particulier une revalorisation substantielle des maitres du public ;
- Valorisation des productions locales dans les écoles ;
- Prise en compte des restavek et des élèves surâgés dans la politique éducative ;
- Formation des maîtres (150 000 enseignants à former).

Un virage est à prendre :

- le MEFP demande que les partenaires s'occupent plus des écoles publiques que des écoles privées, et garantie l'appui de l'Etat par les PPP (partenariat public privé).
- les représentants des associations intervenant en Haïti ont de leur côté remercié les efforts du ministère.

Ils partagent des constats mais ont cependant émis quelques réserves et nuancé certains propos.:

Des constats partagés :

- la part du privé dans le système éducatif : 80% des écoles, 60% des élèves et des situations très contrastées ;
- les enfants non scolarisés qui seraient environ 350 000. Tout le monde a souligné qu'il fallait faire le ménage dans le parc privé des écoles.

Le problème principal n'est pas la scolarisation mais la qualité :

- les écoles valises (qui n'ont de réel que les frais d'inscription qu'elles encaissent).
- les écoles indignes tant au point de vue des locaux que celui de l'enseignement qui fait semblant d'y être dispensé.

L'an dernier le ministère en a fermé 50. En effet la loi de 1974 sur l'ouverture des écoles n'est pas toujours respectée. Tous ont souligné **l'échec du programme PSUGO** qui a encouragé des détournements plutôt qu'une ambition réelle pour l'éducation. Malgré quelques réponses à des familles qui ne pouvaient pas payer leurs écoles, on a vu toutes les dérives par exemple des chèques zombie encaissés par des haïtiens à l'étranger ou pas.

L'école qui est une demande sociale forte est en Haïti un buisness quand les frais d'écolage sont au minimum 80 à 100 \$ par enfant. On ouvre de écoles comme ou ouvre un commerce... ou une borlette! Sans vérification des compétences des maîtres et de leur formation.

Parmi les propos nuancés qu'ont émises les partenaires associatifs du CHF:

- certains ont évoqué des écoles dont les finances ne permettent pas une formation réelle pour les élèves — le cas d'une école qui a des frais de cantine très élevés au détriment du salaire des maitres a été évoquée;
- d'autres, des formations professionnelles au rabais, des classes surchargées, des conditions de travail, de salaire et de formations des maîtres très variables et bien trop souvent déficitaires;
- le rôle des inspecteurs et cadres éducatifs pour réguler n'est pas rempli, quand ce sont des inspecteurs qui ont leur propre école et qui confondent leur intérêt et leurs missions ;
- ou encore le problème global de la sous-traitance : un prof paye quelqu'un d'autre pour être en chaire, les écoles qui accueillent d'autres écoles...

Tout le monde est tombé d'abord pour mettre en place des synergies entre acteurs publics de l'Etat haïtien, société civile haïtienne et opérateurs associatifs venant d'Haïti, de France ou d'ailleurs, entre eux et avec l'Etat haïtien. Le programme COMOSEH permettra-t-il d'y répondre partiellement ? Quoiqu'il en soit l'Etat veut reprendre la main et émettre souverainement les priorités pour l'éducation avec une planification ambitieuse durant 10 ans

Tout au long des débats, transparaissait une volonté de construire ensemble. Il y a tant d'attente et de nécessité dans ce domaine : c'est un constat partagé.



Les conclusions des débats ont été qu'avant de parler des questions de l'entrepreneuriat des femmes, il y a celles de l'entrepreneuriat en général. Mais il y a en effet une disparité entre hommes et femmes quant à la création d'activité.

Voilà les différentes difficultés évoquées pendant cet atelier :

- Dans la société haïtienne, les femmes sont considérées comme le «poto mitan » / le pilier de l'économie nationale. Pourtant elles sont plus confinées aux tâches domestiques et cela semble être lié à des difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi. Les charges de familles pèsent en effet plus sur elles. Il est commun pour les femmes de vivre seule avec leurs enfants. Leurs capacités à produire ou entreprendre sont de ce fait assez limitées.
- Elles font de plus face à des difficultés d'accès aux capitaux, aux ressources, ce qui est un réel frein pour leur création d'activité. Elles ont aussi plus tendance à réinvestir dans la famille. De plus, les femmes entrepreneurs, lorsqu'elles souhaitent réaliser un emprunt, ne sont pas toujours à même de répondre aux questions des prêteurs. Le micro-crédit ne s'adresse qu'à une petite partie de l'économie : si la demande est supérieure à 100 000 usd, il faut passer par une banque traditionnelle. Et exception faite des micro-prêts offerts par quelques organismes, il n'y a pas non plus de programmes de financements et d'encadrement de entrepreneuriat féminin.
- Les initiatives individuelles ou familiales sont plus répandues auprès des femmes que les initiatives collectives. Le statut individuel ou personnel est le statut juridique prédominant.
- Les femmes sont aussi confrontées à des difficultés à créer des activités collectives: il n'y a pas de structure de regroupement de femmes qui croient en une approche collective, et elles disposent d'un capital social plus faible (n'entretiennent pas leurs réseaux).
- Elles sont de plus confrontées à des difficultés pour connaître « les règles du jeu », savoir comment avoir accès aux informations légales, à des formations en gestion, connaître les normes, etc.
- C'est aussi un frein pour elles de ne pas connaître suffisamment bien le marché et les débouchés potentiels.
- Le manque d'infrastructures facilitant les échanges et l'activité commerciales pose un réel problème pour écouler les produits.
- Peu de programmes gouvernementaux d'appui à entrepreneuriat existent, et il n'y a pas de structure d'accompagnement des femmes entrepreneures. Même quand des programmes d'appui sont développés, ils ne sont pas à la portée des petits entrepreneur.e.s en terme de coûts (taxation, formalisation, compréhension des normes, etc.).
- La formalisation est de fait très peu réalisée : c'est un processus qui est compliqué et coûteux. Ce n'est donc pas accessible aux plus démunis.

Pour répondre à ces enjeux, un certain nombre de recommandations a émergé :

- Créer un « fond entrepreneuriat » avec un expert local qui serait responsable d'assurer la faisabilité et la bonne mise en œuvre des projets.
- Recommander aux membres du Collectif d'utiliser les produits locaux, les artisans locaux, les ressources locales.
- Proposer un plaidoyer concernant les infrastructures, le financement, les formations.
- Créer un club pour partager les expériences d'entrepreneuriat.



ATELIER N°3 : L'ACCÈS À LA SANTÉ ET À L'EAU POTABLE : DES ATTENTES À SATISFAIRE

A la suite de l'introduction du thème par Michèle Albouy en session plénière, une dizaine de représentants d'associations ont participé aux discussions du groupe.

Il faut remarquer que l'intérêt premier des associations présentes n'était pas forcément le thème général traité ici, mais que celui-ci intervient forcément quand on développe des projets dans d'autres domaines, comme l'éducation, l'agriculture ou même des implantations artisanales ou préindustrielles.

Tout d'abord le constat très fort a été l'état catastrophique de l'existant que ce soit dans le domaine de la Santé (où le service public est fortement défaillant) ou celui de l'assainissement (quasi inexistant pour la très grande majorité de la population). Olivier Vieu de l'Office International de l'Eau, dans la Table Ronde, en a fait état et a souligné les efforts de codification réalisés par la DINEPA qu'il convient de respecter dans tout projet, notamment dans ce qui concerne la fourniture d'eau potable.

Les conclusions du groupe de travail peuvent se résumer dans les trois recommandations suivantes :

- 1- Aider mettre en œuvre une culture de projet qui fait défaut dans la plupart des domaines (rendre compte, gérer avec rigueur, respecter les termes d'un contrat, faire la distinction entre bien collectif et bien personnel, etc...). Dans le cadre de cette recommandation il conviendra d'associer les partenaires locaux à l'élaboration du projet (ne pas l'imposer de l'extérieur), de tenir compte des autorités locales (les contacter et les prévenir avant toute décision concernant leur domaine de compétence, prendre leurs avis et respecter la règlementation). Il y aura lieu d'éviter la gratuité totale et de proposer autant que faire se peut un modèle économique qui assure la prise en compte du projet par les participants.
- 2- Proposer des actions durables en intégrant la maintenance, l'amortissement du matériel et la poursuite après la fin du projet. Un projet doit toujours avoir un cycle de vie plus ou moins prévu (début, vie et fin de l'intervention extérieure). Il faudra tenir compte au maximum des avis de personnes connaissant bien le terrain. Il faut souligner aussi le besoin de formation professionnelle associé à cet aspect et la nécessité d'éducation populaire pour introduire des pratiques qui ne sont pas habituelles chez les populations concernées (vrai en particulier pour le thème « assainissement ».
- 3- **Mutualiser le plus possible** des actions des associations sur un même territoire ou sur une thématique donnée. Plusieurs acteurs sont sur le terrain : il convient de s'informer des projets qui pourraient avoir un but semblable, de trouver des complémentarités, de faire des demandes conjointes de financement. Les collectifs d'associations auraient un rôle central à jouer. Il ne faut pas négliger non plus les tentatives ébauchées sur place comme par exemple certaines communautés de communes qui ont pris en charge ces aspects.

Les exposés de la Table Ronde ont montré que certains aspects sont en progrès. Merci à Hélène de Boissezon de nous avoir montré la qualité de l'effort international sur la gestion des catastrophes naturelles et de leurs conséquences. Merci à Olivier Vieu de nous avoir informé sur les efforts entrepris pour règlementer l'aspect assainissement en Haït. Merci à Véronique Teyssié de nous avoir révélé l'ampleur des opérations entreprises dans le domaine de la Santé et merci aux professionnels de santé et aux participants qui sont intervenus dans nos débats.

ATELIER N°4 : LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : QUELS MOYENS POUR FAVORISER SA ATELIER SA RECONQUÊTE



Tout d'abord, la condition *sine qua non* définie a été de **prendre appui sur l'agriculture paysanne**, qui repose sur 3 concepts piliers : *nourrir les hommes, protéger la terre et soigner le bétail.* Cette agriculture a pour fondement l'agro-écologique, laquelle inclut, entre autres, l'agroforesterie et la production de cultures vivrières.

Le groupe de travail s'est penché sur deux volets : les obstacles et les solutions :

Quels sont les obstacles auxquels sont actuellement confrontés les paysan.nes ?

- Des pertes importantes de denrées par manque de moyens et savoir faire pour transformer et stocker correctement les denrées, ce qui a pour conséquences :
 - une perte d'aliments pour la population
 - une perte de revenus pour le paysan

Pour y remédier il faudrait trouver les moyens à mettre en œuvre pour diminuer ces pertes. Ceci passe par des formations, mais également par l'évaluation des expériences réalisées dans ce domaines et les transferts de connaissances et de compétences.

- Des difficultés pour accéder à la terre : ce problème revêt deux aspects distincts. Soit l'accès à la terre est impossible (terres inoccuppées mais sans possibilité de les cultiver. Soit les paysan.nes disposent d'une surface trop réduite pour faire vivre une famille, du fait du morcellement induit par la loi sur la succession (terre divisée entre tous les héritiers).

Pour que cette situation s'améliore, il faut que la loi change. De même, il serait nécessaire de déterminer quelle est la surface minimale agricole (SMA) permettant de vivre ?

- Un accéder au crédit compliqué: qu'il s'agisse d'un micro-crédit (par exemple pour acheter une mule de transport) ou un crédit plus conséquent permettant d'investir dans des moyens de transformation, de stockage...

- Le problème du transport des denrées agricoles, faute de « routes agricoles » adéquates : Remédier à ce problème recouvre plusieurs aspects. Cela va de l'amélioration des voies carrossables facilitant l'acheminement des denrées des zones de production aux zones de consommation. Mais c'est aussi créer des droits de passage pour désenclaver une parcelle, évitant ainsi un long détour pour accéder à un champ, créer un sentier permettant l'acheminement par mule plutôt qu'à dos de femmes.
- Des techniques de production qui souffrent d'un manque de modernisation. Il serait nécessaire de les moderniser en prenant soin de prendre en compte le contexte de leur utilisation. Cela concerne notamment :
 - les outils aratoires
 - les méthodes d'irrigation

Sur la base de ces constats apparaissent comme nécessaires :

- <u>la formation</u>: quel que soit le type de formations envisagées, la mise en œuvre doit s'accompagner de la promotion du métier de paysan.ne et doit s'appuyer sur doit s'appuyer sur les structures (universités, écoles...) et ressources humaines locales. En matière de méthodologie, les retours d'expérience montrent que la méthode « par l'exemple » doit être privilégiée.
- le plaidoyer pour faire évoluer la loi
- la structuration : de l'importance de regarder globalement les problèmes à résoudre lorsque l'on est amené à intervenir.

Comment les associations membres du CHF peuvent-elles agir concrètement pour favoriser la reconquête de la souveraineté alimentaire ?

- Par l'éducation: en faisant en sorte que dans chaque école soutenue par des associations en France, un programme soit consacré à l'agriculture et à l'environnement pour apprendre aux enfants à aimer le travail de la terre afin que les Haïtiens modifient leur regard sur l'agriculture, les sensibiliser à la protection de l'environnement
- En encourageant l'achat de produit locaux : dans le cadre de partenariat incluant le soutien à des cantines, demander à ces dernières d'acheter, autant que faire se peut, des produits locaux et non des produits importés qui « tuent » la production locale (comme le riz « miami » par exemple).
- En soutenant les plaidoyers effectués par les organisations haïtiennes
- En adoptant une approche « territoire » qui fédère plusieurs associations autour d'un projet commun au sein du CHF.

Aujourd'hui, force est de constater que nos actions sont émiettées et d'ampleur réduite. De ce fait, elles peuvent peut-être « modifier quelques trajectoires individuelles » mais pas infléchir le cours global des choses. Elles ne répondent pas non plus répondre aux besoins techniques et de financements de projets économiques significatifs.

En se mobilisant de manière collective on peut espérer avoir un impact sur un territoire lequel, s'il s'avère positif, pourra ensuite faire école. Cela suppose de s'appuyer sur des personnes et/ou des structures ressources haïtiennes, connaissant bien le terrain et au fait au fait des besoins pour déterminer : Où ? Quoi ? Avec qui ? Comment ? .. Cette approche territoire peut aussi être une voie pour mobiliser la diaspora comme financeur potentiel de projets de développement, sachant que l'accès au crédit en Haïti est très difficile, voire impossible.

MOT D'ORNELLA BRACESCHI, PRESIDENTE DU CHF



Le CHF remercie tous les participants et animateurs, particulièrement nos invité-es haïtiens qui ont donné à ces rencontres une richesse incroyable. Les échanges ont été très riches et constructifs et nous tirerons tous des enseignements pour améliorer nos actions en Haïti, pour une éducation de qualité, seule source de développement durable, pour atteindre une souveraineté alimentaire et améliorer les conditions de vie de la population.

J'ai souhaité, en ouverture de ces rencontres, que ce temps puissent permettre à nos associations de mieux se connaître et de mettre en œuvre des projets communs, susceptibles d'avoir des impacts plus importants sur les territoires. Je sais que quelques projets ont déjà pu émerger et j'en suis très satisfaite. Le CHF appuiera ces initiatives.

Les moments festifs, les échanges, les rencontres resteront dans nos mémoires pendant longtemps et nous motiverons pour travailler mieux ensemble. Tant de travail reste à faire!

MOT ET PAROLES DE PARTICIPANTS

« Des rencontres collectives et individuelles qui ont permis des échanges directs et fraternels, prometteurs de changements à venir »

« Bravo au courage des femmes Haïtiennes ici et là bas, à faire grandir AYITI »

« Le peuple haïtien n'est pas oublié. Toutes ses ressources potentielles ont été inventoriées et nous serons à côté des femmes, des hommes et des enfants chaque fois qu'ils entreprendront de les transformer en richesses et en moyens de vie. »



Centre d'accueil MFR Inéopole Formation – Brens Tarn

DES RENCONTRES PLACEES SOUS LE SIGNE DE LA CONVIVIALITE





Des moments de convivialité et de restauration aux saveurs locales





Des produits d'Occitanie offerts en souvenirs.









Des visages, des expressions, des impros... inoubliables !!!







Des moments de culture, de détente, d'amitié et de belles émotions !!!

ANNEXE 1 : LISTE ET CONTACT DES PARTICIPANTS

ROUX Rémi Directeur Fedéral* MFR Occitanie emmanuel.clero@mft.asso.f* ROUX Rémi Directeur Ehiquable coop De BOISSEZON Héléne Resp. Projets Fondation Pierre Fabre veronque International de l'Euro Voltage International de l'	Intervenants				
De BOSEZON Hélène Resp. Projets Henquable coop responsable coop responsable coop responsable coop revenue control de la control		Emmanuel	Directeur	Fedérat° MFR Occitanie	emmanuel.clero@mfr.asso.fr
De BOISSEZON Hélène Resp. Programme C.N.S. helene.deboissezon@cnes.fr TEYSSIÉ Véronique Resp. Projets Fondation Pierre Fabre veronique.teyssie@fondationpierrefabre.org TEYSSIÉ Monsieur Président France Volontaires J.godfrain@orange.fr CAMPERI-GINSTET Christophe Resp. Projets SUNWATERLIFE c.campen@sunwaterlife.com VIEU Olivier Resp. Projets SUNWATERLIFE c.campen@sunwaterlife.com Orice International de l'Eau O.Vieu@oleau.fr AREVALO Henri Présidint Octanie Cooperation henri arevalo@wanadoo.fr DUQUESNOY Bernard Maire 31450 Donneville bduquesnoy@wanadoo.fr MALVY Martine Ancien Président Régon Mich Pyrénées martinmaby@gmail.com Invites haitiens LESPINASSE Colete Correspondante en Halti CoHE Colespinasse I@notmail.com Lumene Secrétaire AFLIDEPA Lumeneniche@gmail.com Galima pierra@merfp.gov.ht; oalima pierra@merfp.gov.ht; o	ROUX	Rémi	Directeur		rroux@ethiquable.coop
TEYSSIÉ Monsieur TEYSSIÉ Monsieur TEYSSIÉ Monsieur TEYSSIÉ Monsieur GODFRAIN Jacques Président France Volontaires j.godfrain@orange.fr CAMPERI-GINESTET Christophe Resp. Projes SUMWATERLIFE C.campen@sumvaterlife.com AREVALO Henri Président Cociana Coopération DUQUESNOY Bernard Maire Ancien Président MALVY Martine Ancien Président Maire Ancien Président Malvy Martine Ancien Président Malvy Martine Ancien Président Michel Lumène Secrétaire AFILIDERA Unumenemiche@gmail.com MICHEL Wincent Wincent Meloody Directeur Communicat' MENFP Miloody@yahoo.com JOACHIM SANON SYMETZ Corinne Fondation Chocolaterie Tele antillies COSTAMAGNA Lucie COSTAMAGNA Lucie COOrdination CHF Ilucie.costamagna@collectif-hait.fr Le GUERNIC Riservi REMARON Gérard Association membre REMARO Gérard Association membre REMARO GARAGE Annabella Association membre GRANGE Annabella Association membre GRANGE Annabella Association membre Grandre n-Haiti Joelle duduel-bruddeberg@gmail.com Association membre Grandre n-Haiti Joelle duduel-bruddeberg@gmail.com Joelle Association membre Grandre n-Haiti Joelle duduel-bruddeberg@gmail.com Joele Association membre Grandre n-Haiti Joelle duduel-bruddeberg@gmail.com Joele Association membre Gran	De BOISSEZON	Hélène	Resp. Programme		helene.deboissezon@cnes.fr
TEYSSIÉ Monsieur Président France Volontaires J.godfrain@orange.fr CAMPERI-GINESTET Christophe Resp. Projets SUNWATERLIFE c.campen@sunwaterlife.com VIEU Olivier Resp. Projets SUNWATERLIFE c.campen@sunwaterlife.com AREVALO Henri Président Office international de l'Eau o Vieu@oleau.fr DUQUESNOY Bernard Maire 31.450 Donnoville bduquesnoy@wanado.ofr MALYY Martine Ancien Président Regon Mids Pyrénées martinmatyv@gmail.com Invités haitiens LESPINASSE Colete Correspondante en Halti COHE colespinasse1@nhomail.com MCHEL Lumène Secrétaire AFI.DEPA lumenemiche@gmail.com AFI.DEPA lumenemiche@gmail.com CALINTE Claude Représentant en Halti CHF claudecaliste500@yahoo.fr VINCENT Meloody Directeur Communicat* ANTOINE Lydia Equipe de coordination COSTAMAGNA Lucie Coordination CHF lucie.costamagna@collectif-hait.fr LE GUERNIC Klervi Coordination CHF sarahdureuri@collectif-hait.fr Inscrits RENARD Gefard Association membre Habita-C46 annabella Association membre CAMUS Marie Association membre CHF omalia-Califor annabella consulted membre CHF.LIPP dans annabella consulted membre CHF.LIPP dans alfalores@freel frait.com CAMUS Marie Association membre CHF.LIPP dans annabella consulted membre	TEYSSIÉ	Véronique		Fondation Pierre Fabre	veronique.teyssie@fondationpierrefabre.org
CAMPERI-GINESTET Christophe Nesp. Projets SUNWATERLIFE c.camperi@sunwaterlife.com VIEU Olivier Resp. Programme Office international de Fiau o vieu@cieau.fr AREVALO Henri Présidint Occatanic Coopération henri.arevalo@wanadoo.fr DUQUESNOY Bernard Maire 31450 Donneville biduquesnoy@wanadoo.fr MALYY Martine Ancien Présidint CoHE Correspondante en Hait CoHE Colespinasse1@hormali.com MCHEL Lumene Secrétaire AFLIDEPA lumenemichel@gmail.com MERRE Delima Directeur Général ONAPE colespinasse1@hormali.com CALIXTE Claude Représentant en Hait CHF claudecalixte509@yahoo.fr VINCENT Meloody Directeur Gomunicat* MENEP miloodyv@yahoo.com JOACHIM SANON SYMIETZ Corinne Fondatrice Chocolaterie Askarya cornne@askanya.ht ANTOINE Lydia Corrinne Fondatrice Chocolaterie Askarya cornne@askanya.ht COSTAMAGNA Lucie Coordination	TEYSSIÉ	Monsieur			.,
VIEU	GODFRAIN	Jacques	Président	France Volontaires	j.godfrain@orange.fr
AREVALO Henri Présidint Occitanie Copération henri arevalo@wanadoo.fr DUQUESNOY Bernard Maire 31.650 Donneville buquesnoy@wanadoo.fr MALVY Martine Ancien Président Region Midi-Pyrénées martimativy@gmail.com delina.piere@menfp.gou.wht college.pie.pie.pie.pie.pie.pie.pie.pie.pie.pi	CAMPERI-GINESTET	Christophe	Resp. Projets	SUNWATERLIFE	
DUQUESNOY Bernard Maire 31450 Donneville Bduquesnoy@wanadoo.fr MALVY Martine Ancien Président Region Midi-Pyrénées martinmalvy@gmail.com Invités hatitens	VIEU	Olivier	Resp. Programme	Office International de l'Eau	o.vieu@oieau.fr
MALVY Martine Ancien Président Région Midi-Pyrénées martinmalvy@gmail.com	AREVALO	Henri	Présidint	Occitanie Coopération	henri.arevalo@wanadoo.fr
Invités haîtiens Colette Correspondante en Haîti CoHE Colespinasse1@hotmail.com MichEL Lumène Secrétaire AFLIDEPA Iumenemichel@gmail.com Iumenemichel	DUQUESNOY	Bernard	Maire	31450 Donneville	bduquesnoy@wanadoo.fr
LESPINASSE Colette Correspondante en Haiti AFLIDEPA Iumenemichel@gmail.com MICHEL Lumène Secrétaire AFLIDEPA Iumenemichel@gmail.com PIERRE Delima Directeur Général ONAPE onape@menfp.gouv.ht; onape@m	MALVY	Martine	Ancien Président	Région Midi-Pyrénées	martinmalvy@gmail.com
MICHEL Lumène Secrétaire AFLIDEPA lumenemichel@gmail.com PIERRE Delima Directeur Général ONAPE delima_pierre@menfp_gouv.ht ; onape@menfp_gouv.ht ; onape.gm.nt ; on	Invités haïtiens				
PIERRE Delima Directeur Général ONAPE delima.pierre@menfp.gouv.ht; onape@menfp.gouv.ht; onape	LESPINASSE	Colette	Correspondante en Haïti	CoHE	colespinasse1@hotmail.com
PIERRE Delima Directeur Général ONAPE delima.pierre@menfp.gouv.ht; onape@menfp.gouv.ht; onape	MICHEL	Lumène	Secrétaire	AFLIDEPA	lumenemichel@gmail.com
CALIXTE Claude Représentant en Haiti CHF claudecalixte509@yahoo.fr VINCENT Meloody Directeur Communicat* MENFP miloody@yahoo.com JOACHIM SANON SYMIETZ Corinne Fondatrice Chocolaterie Askanya corinne@askanya.ht Tele antitles Equipe de coordination CHF lucie.costamagna@collectif-hait.fr UDBREUIL Sarah Coordination CHF sarah.dubreuil@collectif-hait.fr LE GUERNIC Klervi Coordination CHF klervi.leguenic@collectif-hait.fr Inscrits RENARD Gérard Association membre Entants Soleil Fédération secretariat@entants.soleil.org ORANGE Annabella Association membre Habitat-Cté annabella.orange@habitat-cté.org BRACESCHI Ornella Association membre St Cado Haiti saint.cado.haiti56@gmail.com CAMUS Marie Association membre Collectif 35 des d'haiti saint.cado.haiti56@gmail.com LAFOREST Daniel Association membre Grandir en Haiti claudie.bruddeberg@gmail.com BUDDEBERG Claudie Association membre Grandir en Haiti joelle.dudon0@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre Grandir en Haiti joelle.dudon0@orange.fr GARAUD Alain Association membre Grandir en Haiti joelle.dudon0@orange.fr GARAUD Alain Association membre Timoun et Environnement timoun.environnement@gmail.com SENEGAS Lucien Association membre Chi Haiti aleisi.hocile@gmail.com SENEGAS Lucien Association membre Chi Haiti aleisi.hocile@gmail.com DERACHE Alexis Association membre Chi Haiti alexis.hocile@gmail.com LOGEZ Catherine Association membre Chi Haiti alexis.hocile@gmail.com LOGEZ Catherine Association membre Haitimoun waitfre@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre Grandir en Haiti clausis.hocile@gmail.com LATOUR Martine Association membre Haitimoun francoise.lavalie@amandoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre Haitimoun francoise.lavalie@amandoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre Lees Amis de Tēji enhalati chielle@gmail.com LAYAL Françoise Association membre Haitimoun francoise.lavalie@amandoo.fr ALBOUY Michèle Association membre Lees Amis d'Haitimoun francoise.lavalie@amandoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre Lees Amis d'Haitimoun ioco			· ·		delima.pierre@menfp.gouv.ht;
VINCENT Meloody Directeur Communicat* MENFP miloodyv@yahoo.com JOACHIM SANON SYMIETZ Corinne Fondatrice Chocolaterie Askanya corinne@askanya.ht ANTOINE Lydia Tele antilles CEQUIPE de coordination COSTAMAGNA Lucie Coordination CHF lucie.costamagna@collectif-hait.fr DUBREUIL Sarah Coordination CHF sarah.dubreuil@collectif-hait.fr LE GUERNIC Klervi Coordination CHF sarah.dubreuil@collectif-hait.fr ILE GUERNIC Klervi Coordination CHF klervi.leguenic@collectif-hait.fr INTOINT INTOI					
DACHIM SANON SYMIETZ		 	<u>'</u>		
ANTOINE		,			, -,
Equipe de coordination COSTAMAGNA Lucie COordination CHF Sarah. Coordination CHF Sarah. Cher Sarah. Cherit. Sa			Fondatrice Chocolaterie	-	corinne@askanya.ht
COSTAMAGNA Lucie Coordination CHF Sarah.dubreuil@collectif-haiti.fr DUBREUIL Sarah Coordination CHF Sarah.dubreuil@collectif-haiti.fr LE GUERNIC Klervi Coordination CHF Klervi.leguenic@collectif-haiti.fr LE GUERNIC Normalia RENARD Gérard Association membre RENARD Gérard Association membre GRANGE Annabella Association membre BRACESCHI COMUS Marie Association membre CHF Grandir en Haiti DUDREUS BAGGIONI-LOPEZ Nadine DUDON Joelle Association membre DUDON Joelle Association membre Association membre Grandir en Haiti Joelle.dudonO@orange.fr GARAUD Alain Association membre Scand Haiti Joelle.dudonO@orange.fr GARAUD Alain Association membre Scandir en Haiti Joelle.dudonO@orange.fr GARAUD Alain Association membre Association membre DUDON Joelle Association membre Association membre CFrandir en Haiti Joelle.dudonO@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes Alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre DERACHE Alexis Association membre Ch'ii Haiti Alexis.hoclle@gmail.com SANTANA Nemours Association membre Ch'ii Haiti Alexis.hoclle@gmail.com LOGEZ Catherine Association membre Grandir en Haiti Alexis.hoclle@gmail.com CHF Haitimoun Association membre Ch'ii Haiti Alexis.hoclle@gmail.com CHF Haitimoun Francoise.laval6@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre GREF regisponthieux@gmail.com Les Amis de l'Epi enHaiti Alexis.hoclle@gmail.com LATOUR Martine Association membre GREF regisponthieux@gmail.com LAVAL Françoise Association membre GREF regisponthieux@gmail.com LAVAL Françoise Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr		Lydia		rele antilles	
DUBREUIL LE GUERNIC Sarah Coordination CHF sarah.dubreuil@collectif-haiti.fr ILE GUERNIC Klervi Coordination CHF klervi.leguenic@collectif-haiti.fr Inscrits Inscrits Klervi.leguenic@collectif-haiti.fr REMARD Gérard Association membre Enfants Soleil Fédération secretariat@enfants.soleil.org ORANGE Annabella Association membre CHF ornella.collectifhaiti@gmail.com BRACESCHI Ornella Association membre CHF ornella.collectifhaiti@gmail.com CAMUS Marie Association membre Collectif S3 des d'haiti adiaforest@free.fr BUDDEBERG Claudie Association membre Grandir en Haiti claudie.bruddeberg@gmail.com BOISSON Daniel Association membre CHF/LHP dan78boisson@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre Grandir en Haiti joelle.dudon@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Les Amis de l'					
LE GUERNIC Klervi Coordination CHF klervi.leguenic@collectif-haiti.fr Inscrits RENARD Gérard Association membre Enfants Soleil Fédération secretariat@enfants.soleil.org ORANGE Annabella Association membre CHF ornella.collectifhaiti@gmail.com CAMUS Marie Association membre St Cado Haiti saint.cado.haiti56@gmail.com LAFOREST Daniel Association membre Grandir en Haiti claudie.bruddeberg@gmail.com BUDDEBERG Claudie Association membre CHF/LHP dan78boisson@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre Grandir en Haiti joelle.dudon@orange.fr GARAUD Alain Association membre Grandir en Haiti joelle.dudon@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Les Amis de l'Epi enHaiti alexis.hoclle@gmail.com SENEGAS Lucien Association membre Ch'ti Haiti alexis.hoclle@gmail.com DERACHE Alexis Association membre Grandir en Haiti cloude.printageail.com SANTANA Nemours Association membre Grandir en Haiti alexis.hoclle@gmail.com LATOUR Martine Association membre Ch'ti Haiti alexis.hoclle@gmail.com LATOUR Martine Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEPOLLE Chella Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr FMCH francoise.bacquet@gmail.com					<u> </u>
Inscrits RENARD Gérard Association membre Enfants Soleil Fédération Secretariat@enfants.soleil.org ORANGE Annabella Association membre Habitat-Cité annabella.orange@habitat-cité.org BRACESCHI Ornella Association membre CHF ornella.collectifihaiti@gmail.com CAMUS Marie Association membre St Cado Habit saint.cado.haiti56@gmail.com LAFOREST Daniel Association membre Collectif 35 des d'habit adlaforest@free.fr BUDDEBERG Claudie Association membre Grandir en Haiti claudie.bruddeberg@gmail.com BOISSON Daniel Association membre CHF/LHP dan78boisson@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre Grandir en Haiti joelle.dudon0@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Les Amis de l'Epi enHaiti amiepihaiti@laposte.net DERACHE Alexis Association membre Ch'ti Haiti alexis.hoclle@gmail.com LOGEZ Catherine Association membre Grandir en Haiti c.logez69@gmail.com LATOUR Martine Association membre Grandir en Haiti c.logez69@gmail.com LAYAL Françoise Association membre Haitimoun ffancoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Isabelle Association membre Lees Amis d'Haiti chella.lefolle@gmail.com LEFOLLE Chella Association membre Haitimoun ffancoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Isabelle Association membre Lees Amis d'Haiti chella.lefolle@gmail.com					
RENARD Gérard Association membre Enfants Soleil Fédération secretariat@enfants.soleil.org ORANGE Annabella Association membre Habitat-Cité annabella.orange@habitat-cité.org BRACESCHI Ornella Association membre CHF ornella.collectiffaiti@gmail.com CAMUS Marie Association membre St Cado Haiti saint.cado.haiti56@gmail.com LAFOREST Daniel Association membre Collectif 35 des d'haiti adlaforest@free.fr BUDDEBERG Claudie Association membre Grandir en Haiti claudie.bruddeberg@gmail.com BOISSON Daniel Association membre CHF/LHP dan78boisson@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre Individu membre Association membre Grandir en Haiti joelle.dudon0@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Les Amis de l'Epi enHaiti amiepihaiti@laposte.net DERACHE Alexis Association membre Ch'ti Haiti alexis.hoclle@gmail.com SANTANA Nemours Association membre Grandir en Haiti clogez69@gmail.com LOGEZ Catherine Association membre Grandir en Haiti clogez69@gmail.com LATOUR Martine Association membre Grandir en Haiti alexis.hoclle@gmail.com LAYAL Françoise Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Les Amis de l'Epi enHaiti clogez69@gmail.com LAYAL Françoise Association membre Grandir en Haiti clogez69@gmail.com LEFOLLE Chella Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Les Amis d'Haiti chella.lefolle@gmail.com		Klervi	Coordination	CHF	klervi.leguenic@collectif-haiti.fr
ORANGE Annabella Association membre Habitat-Cité annabella.orange@habitat-cité.org BRACESCHI Ornella Association membre CHF ornella.collectifhaiti@gmail.com CAMUS Marie Association membre St Cado Haiti saint.cado.haiti56@gmail.com LAFOREST Daniel Association membre Collectif 35 des d'haiti adlaforest@free.fr BUDDEBERG Claudie Association membre Grandir en Haïti claudie.bruddeberg@gmail.com BOISSON Daniel Association membre CHF/LHP dan78boisson@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre Grandir en Haïti joelle.dudon0@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUTISIS Ma		7 ()			
BRACESCHI Ornella Association membre CHF ornella.collectifinalti@gmail.com CAMUS Marie Association membre St Cado Haiti saint.cado.haiti56@gmail.com LAFOREST Daniel Association membre Collectif 35 des d'haiti adlaforest@free.fr BUDDEBERG Claudie Association membre Grandir en Haiti claudie.bruddeberg@gmail.com BOISSON Daniel Association membre CHF/LHP dan78boisson@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre nadine.baggioni@gmail.com DUDON Joelle Association membre Grandir en Haiti joelle.dudon0@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Les Amis de l'Epi enHaiti allexis.hoclle@gmail.com SENEGAS Lucien Association membre Ch'ti Haiti alexis.hoclle@gmal.com SANTANA Nemours Association membre Ch'ti Haiti alexis.hoclle@gmal.com LOGEZ Catherine Association membre Grandir en Haiti c.logez69@gmail.com LATOUR Martine Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelaalbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Les Amis d'Haiti chella.lefolle@gmail.com LOGEY Isabelle Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre Les Amis d'Haiti chella.lefolle@gmail.com					
CAMUS Marie Association membre St Cado Haiti saint.cado.haiti56@gmail.com LAFOREST Daniel Association membre Collectif 35 des d'haiti adlaforest@free.fr BUDDEBERG Claudie Association membre Grandir en Haiti claudie.bruddeberg@gmail.com BOISSON Daniel Association membre CHF/LHP dan78boisson@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre nadine.baggioni@gmail.com DUDON Joelle Association membre Grandir en Haiti joelle.dudon@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Timoun et Environnement timoun.environnemen@gmail.com SENEGAS Lucien Association membre Les Amis de l'Epi enHaiti alexis.hoclle@gmail.com SANTANA Nemours Association membre Ch'ti Hai'ti alexis.hoclle@gmail.com LOGEZ Catherine Association membre Grandir en Haiti c.logez69@gmail.com LATOUR Martine Association membre<					ŭ -
LAFOREST Daniel Association membre Collectif 35 des d'haiti adlaforest@free.fr BUDDEBERG Claudie Association membre Grandir en Haiti claudie.bruddeberg@gmail.com BOISSON Daniel Association membre CHF/LHP dan78boisson@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre nadine.baggioni@gmail.com DUDON Joelle Association membre Grandir en Haiti joelle.dudon0@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Timoun et Environnement timoun.environnement@gmail.com SENEGAS Lucien Association membre Les Amis de l'Epi enHaiti amiepihaiti@laposte.net DERACHE Alexis Association membre Ch'ti Haiti alexis.hoclle@gmal.com SANTANA Nemours Association membre Ch'ti Haiti alexis.hoclle@gmal.com LOGEZ Catherine Association membre Grandir en Haiti c.logez69@gmail.com LATOUR Martine Association membre					
BUDDEBERG Claudie Association membre Grandir en Haiti Claudie.bruddeberg@gmail.com BOISSON Daniel Association membre CHF/LHP dan78boisson@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre nadine.baggioni@gmail.com DUDON Joelle Association membre Grandir en Haiti joelle.dudon0@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Timoun et Environnement timoun.environnement@gmail.com SENEGAS Lucien Association membre Les Amis de l'Epi enHaiti allexis.hoclle@gmal.com DERACHE Alexis Association membre Ch'ti Haiti alexis.hoclle@gmal.com SANTANA Nemours Association membre Grandir en Haiti clogez69@gmail.com LOGEZ Catherine Association membre Grandir en Haiti c.logez69@gmail.com LATOUR Martine Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre GREF regisponthieux@gmail.com LAVAL Françoise Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr					
BOISSON Daniel Association membre CHF/LHP dan78boisson@orange.fr BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre nadine.baggioni@gmail.com DUDON Joelle Association membre Grandir en Haïti joelle.dudon0@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Timoun et Environnement timoun.environnement@gmail.com SENEGAS Lucien Association membre Les Amis de l'Epi enHaïti alexis.hoclle@gmal.com DERACHE Alexis Association membre Ch'ti Haïti alexis.hoclle@gmal.com SANTANA Nemours Association membre Grandir en Haïti c.logez69@gmail.com LOGEZ Catherine Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com					
BAGGIONI-LOPEZ Nadine Individu membre nadine.baggioni@gmail.com DUDON Joelle Association membre Grandir en Haïti joelle.dudon0@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Timoun et Environnement timoun.environnement@gmail.com SENEGAS Lucien Association membre Les Amis de l'Epi enHaïti amiepihaïti@laposte.net DERACHE Alexis Association membre Ch'ti Haïti alexis.hoclle@gmal.com SANTANA Nemours Association membre Grandir en Haïti c.logez69@gmail.com LOGEZ Catherine Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr LATOUR Martine Association membre GREF regisponthieux@gmail.com LAVAL Françoise Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Lees Amis d'Haïti chella.lefolle@gmail.com COUPEY Isabelle Association membre Haitim					
DUDON Joelle Association membre Grandir en Haïti joelle.dudon0@orange.fr GARAUD Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Timoun et Environnement timoun.environnement@gmail.com SENEGAS Lucien Association membre Les Amis de l'Epi enHaïti amiepihaïti@laposte.net DERACHE Alexis Association membre Ch'ti Haïti alexis.hoclle@gmal.com SANTANA Nemours Association membre Grandir en Haïti c.logez69@gmail.com LOGEZ Catherine Association membre Grandir en Haïti c.logez69@gmail.com LATOUR Martine Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre GREF regisponthieux@gmail.com LAVAL Françoise Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com				CHF/LHP	
Alain Association membre AFHAD Nantes alain.garaud@afhad.org DAUVISIS Marie-Claire Association membre Timoun et Environnement timoun.environnement@gmail.com SENEGAS Lucien Association membre Les Amis de l'Epi enHaîti amiepihaîti@laposte.net DERACHE Alexis Association membre Ch'ti Haîti alexis.hoclle@gmal.com SANTANA Nemours Association membre Grandir en Haîti c.logez69@gmail.com LOGEZ Catherine Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre GREF regisponthieux@gmail.com LAVAL Françoise Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com				0 11 11 111	
DAUVISISMarie-ClaireAssociation membreTimoun et Environnementtimoun.environnement@gmail.comSENEGASLucienAssociation membreLes Amis de l'Epi enHaïtiamiepihaïti@laposte.netDERACHEAlexisAssociation membreCh'ti Haïtialexis.hoclle@gmal.comSANTANANemoursAssociation membreCh'ti Haïtialexis.hoclle@gmal.comLOGEZCatherineAssociation membreGrandir en Haïtic.logez69@gmail.comLATOURMartineAssociation membreHaitimounwaiffre@wanadoo.frPONTHIEUXRégisAssociation membreGREFregisponthieux@gmail.comLAVALFrançoiseAssociation membreHaitimounfrancoise.laval6@wanadoo.frALBOUYMichèleAssociation membreCHOmichelealbouy@yahoo.frLEFOLLEChellaAssociation membreLees Amis d'Haïtichella.lefolle@gmail.comCOUPEYIsabelleAssociation membreHaitimouniocoupey@club-internet.frBACQUETFrançoiseAssociation membreFMCHfrancoise.bacquet@gmail.com					,
SENEGAS Lucien Association membre Ch'ti Haïti Alexis.hoclle@gmal.com Association membre Ch'ti Haïti Alexis.hoclle@gmal.com Association membre Ch'ti Haïti Clogez69@gmail.com Association membre Association membre Haitimoun Association membre Association membre Association membre Association membre Association membre Association membre Alexis.hoclle@gmal.com Clogez69@gmail.com Association membre Association membre Association membre Association membre Alexis.hoclle@gmal.com Association membre Association membre Association membre Association membre Aless Amis d'Haïti Chella.lefolle@gmail.com COUPEY Association membre Association					
DERACHE Alexis Association membre Ch'ti Haïti alexis.hoclle@gmal.com SANTANA Nemours Association membre Ch'ti Haïti alexis.hoclle@gmal.com LOGEZ Catherine Association membre Grandir en Haïti c.logez69@gmail.com LATOUR Martine Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre GREF regisponthieux@gmail.com LAVAL Françoise Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Lees Amis d'Haïti chella.lefolle@gmail.com COUPEY Isabelle Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com					1
SANTANA Nemours Association membre Ch'ti Haïti alexis.hoclle@gmal.com LOGEZ Catherine Association membre Grandir en Haïti c.logez69@gmail.com LATOUR Martine Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre GREF regisponthieux@gmail.com LAVAL Françoise Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Lees Amis d'Haïti chella.lefolle@gmail.com COUPEY Isabelle Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com				•	' ' '
LOGEZ Catherine Association membre Grandir en Haïti C.logez69@gmail.com Martine Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre GREF regisponthieux@gmail.com LAVAL Françoise Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Lees Amis d'Haïti chella.lefolle@gmail.com COUPEY Isabelle Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com					
LATOUR Martine Association membre Haitimoun waiffre@wanadoo.fr PONTHIEUX Régis Association membre GREF regisponthieux@gmail.com LAVAL Françoise Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Lees Amis d'Haïti chella.lefolle@gmail.com COUPEY Isabelle Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com					- 0
PONTHIEUX Régis Association membre GREF regisponthieux@gmail.com LAVAL Françoise Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Lees Amis d'Haïti chella.lefolle@gmail.com COUPEY Isabelle Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com					
LAVAL Françoise Association membre Haitimoun francoise.laval6@wanadoo.fr ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Lees Amis d'Haïti chella.lefolle@gmail.com COUPEY Isabelle Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com					_
ALBOUY Michèle Association membre CHO michelealbouy@yahoo.fr LEFOLLE Chella Association membre Lees Amis d'Haïti chella.lefolle@gmail.com COUPEY Isabelle Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com					
LEFOLLE Chella Association membre Lees Amis d'Haïti chella.lefolle@gmail.com COUPEY Isabelle Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com					
COUPEY Isabelle Association membre Haitimoun iocoupey@club-internet.fr BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com					
BACQUET Françoise Association membre FMCH francoise.bacquet@gmail.com					- \$
					,
GUERRIER Marie Chantal Association membre AFHSEC CHASO mchantalguerin@yahoo.fr	GUERRIER	Marie Chantal	Association membre		
CONSTANT Lucette Association membre AFHSEC CHASO lucetteconstant@gmail.com			Association membre		
VERMANDE Paul Association membre LHP vermandemaguy@wanadoo.fr	VERMANDE	Paul	Association membre		
VERMANDE Maguy Association membre LHP vermandemaguy@wanadoo.fr	VERMANDE	Maguy	Association membre		
BOISSON Henri Claude Association membre Relais FE de FMC henri.boisson@orange.fr	BOISSON	Henri Claude	Association membre		-
MAURICE Maïde Association membre APM maide.maurice@wanadoo.fr	MAURICE	Maïde	Association membre		maide.maurice@wanadoo.fr

POIRIER	Sylvie	Association membre	Les Amis de Mona	amisdemona@gmail.com
FERRIE	Camille	Association membre	Les Amis de Mona	amisdemona@gmail.com
MESPLIE	Gérard	Association membre	Soutien Haiti	Mesplie.gerard@neuf.fr
MESPLIE	Cathy	Association membre	Soutien Haiti	Mesplie.gerard@neuf.fr
OSTUZZI	Lucie	Association membre	Soutien Haiti	lucie.ostuzzi@mauge.fr
VIAU	Marie Michelle	Association membre	Soutien Haiti	soutienhaiti@orange.fr
COUSTY	Robert	Association membre	Soutien Haiti	robert.cousty@orange.fr
FAULIAU	Christian	Association membre	Haïti Futur	chistianfauliau@yahoo.fr
BERNARD	Jean-Marie	Association membre	Camah Plus	ajm.bernard@wanadoo.fr
PERRETON	Jo	Association membre	Ass'Hum	joseph@asshum.org
LE PAJOLEC	Isabelle	Association membre	Haïti Soleil d'espérance	isocathe@club-internet.fr
TERLINCK	Martine	Association membre	Kayiti	batucmartine@laposte.net
PRADELLE	Antigone	Association membre	Haitimoun	antigone.pradelle@gmail.com
PRADELLE	Charles-jean	Association membre	Haitimoun	cjpradelle@gmail.com
ALLIOT	Jean	Association membre	Haïti Soleil Espérance	jeancolette.alliot@free.fr
CADET	Frantz	Association membre	FMC CHO	fr.cadet@yahoo.fr
LAFOREST	Jean-René	individuel		jr.laforest@free.fr
NOMDEDEU	Michèle	Association membre	Haiti Leve Kampe	yamimax11@orange.fr
COUDER	Jean-Pierre	Association membre	Kayiti	jp.couder@numericable.fr
TOUTAIN	Elisabeth	Association membre	Kayiti	jp.couder@numericable.fr
BRUFFAERTS-THOMAS	Josette	Association membre	Haiti Futur	contact@haiti-futur.com
METELLUS	Gaëlle	Association membre	Haiti Futur	gaelle@haiti-futur.com
LABROSSIERE	Wilson	Individu membre		labowilson@hotmail.com
DELEAU	Gislène	Individu membre		gislen.deleau@orange.fr
MURRAY	Christine	Association membre	Zanmi La santé	zanmiparis@mac.com
BOUDOT	Albert	Association membre	LACIM	albert.boudot@gmail.com
BEAUZILE	Raphaël	Individu membre	??	r.beauzile@laposte.net
ANTOINE	john	Association membre CHO	Goûts et Couleurs d'Haïti	john.f.antoine@gmail.com
MANCHON	Eric	Association membre	Timoun restavek	e.manchon@acofi.com
GOSSE ISSART	Dominique	Association membre CHO	Yaiti Bel	gosse.issart.dominique@gmail.com
ROUCHI	Jean Pierre		Electriciens sans frontières	esf.jprouchi@yahoo.fr
JEANTY	Délino	Association membre	FMC CHO	delino10@yahoo.fr
DEQUESNE	Isabelle	Individu non-membre	Souien à Haîtimoun	isabelle.dequesne@sfr.fr
DEQUESNE	Rémi	Individu non-membre	Soutien à Haïtimoun	isabelle.dequesne@sfr.fr
BOBIN	Luc	Association membre	FMC	luc.bobin@wanadoo.fr
BASTE-MORAND	Juliette	Sympathisante	ISTOM	p.devilliers@istom.fr
CROU	Mathilde	Sympathisante	ISTOM	p.devilliers@istom.fr
DEVILLIERS	Pascaline	Sympathisante	ISTOM	p.devilliers@istom.fr
LOULIE-TUQUET	Sébastien	Sympathisant	ISTOM	p.devilliers@istom.fr
SIMILIEN	Midra	Sympatisante	Etudiante /Tlse	midrasimilien@yahoo.fr
PIERRE-LOUIS	Bartholy	Sympathisant	Chercheur	bartholy.pierrelouis@gmail.com
JEAN-BAPTISTE	Kerlaine	Sympathisant	EJE	jbkerlaine@gmail.com
CARAYON	Véronique		Electriciens sans frontières	vcarayon@wanadoo.fr
ANTOINE	Vanessa	Sympathisant	FMFR Occitanie	vanessa.antoine@mfr.asso.fr
BOUYSSOU	Lionel	Sympathisant		lionel.bouyssou@free.fr
				-

Officiels Invités au Buffet						
DEJEAN	Odile	Prés. Fédér. MFR				
TERRASSIER	Marie-José	Vice-Prés. Fédér. MFR				
SANCHEZ	Nicole	Vice-Prés. Fédér. MFR				
LOMBARD	Claude	Pres Anciens MFR d'Oc				

Jeudi 1 novembre 2018

13h

14h30 - 15h30

Accueil des participants

Séance d'ouverture par le CHO et le CHF

Mot d'accueil par **Ornella BRACESCHI** (Prés. CHF) et **Frantz CADET** (Prés. CHO)

- Mot de présentation par le représentant du CHF en Haïti, **Claude CALIXTE**
- Présentation du programme, des invités haïtiens et intervenants français **Joseph PERRETON** (Ass'hum)
- Présentation du contexte d'accueil & des modalités de travail : plénières, tables-rondes, ateliers, **Daniel BOISSON** (Lyon-Haïti Partenariats)

15h30

16h - 17h15

Pause

« Grandir (en) Haïti » vu par nos invités haïtiens

- Les moyens de l'éducation & de la formation face aux besoins du pays : **Délima PIERRE**
- L'accès à la santé et à l'eau potable : des attentes à satisfaire : Michèle
 ALBOUY (Haïtimoun)
- L'entrepreneuriat des femmes : sa part dans l'économie haïtienne :
 Lumène MICHEL Association des femmes de Limonade pour le Développement de la Production Agricole et Directrice laiterie de Limonade

La souveraineté alimentaire : quels moyens pour favoriser sa reconquête?
 Marie-Claire HAGUET (CHO)

18h

Présentation et lancement des ateliers (en groupes)

Merci à toutes les associations-membres du CHO :



Vendredi 2 novembre 2018

9h-11h Tables rondes: (en groupes)

Les moyens de l'éducation et de la formation professionnelle face aux besoins du pays

- Animateur : **Bartholy PIERRE-LOUIS**
- Intervenants:

Régis PONTHIEUX (COMOSEH)

Josette BRUFFAERTS (Haïti Futur)

Delima PIERRE (Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle en Haïti)

Jacques-Ronald JEAN (Représentant du syndicat REFERANS)

Emmanuel CLERO (MFR), Accompagnement de 2 associations paysannes haïtiennes / MPP-Hinche et AFLIDEPA-Limonade / dans leur volonté de créer 3 centres de formation en milieu rural, sur le modèle MFR

L'entrepreneuriat des femmes : sa part dans l'économie haïtienne

-AAnimateur : à confirmer

- Intervenants :

Lumène MICHEL (AFLIDEPA Limonade Haïti)

Colette LESPINASSE (CoEH)

Corinne JOACHIM SANON SYMIETZ, (fondatrice d'une entreprise de chocolaterie en Haïti)

11h Pause

11h30 Eclairage & perspectives

Introduction: Frantz CADET (Président du Collectif Haïti Occitanie)

Intervenants:

Hélène de BOISSEZON (CNES Toulouse) - programme « Kal Haïti » d'observation d'Haïti : les missions en Haïti et l'Offre du CNES à Haïti

Jacques GODFRAIN: ancien ministre de la coopération et

président de France Volontaires, le volontariat dans le partenariat France-Haïti et les nouvelles orientations de **France Volontaires**

12h30

Repas

14h- 16h

Tables-rondes (en groupes)

L'accès à la santé et à l'eau potable : des attentes à satisfaire Animateur: **Henri BOISSON** (Relais France Fondation Max Cadet d'Haïti)

-Intervenants:

Olivier VIEU, Office International de l'Eau

Véronique TEYSSIÉ (Fondation Pierre Fabre) lutte contre la drépanocytose et programme de prévention bucco-dentaire en Haïti.

Christophe CAMPERI-GINESTET (Sunwaterlife): Projet d'eau potable pour les personnes fragilisées du Sud d'Haïti.

Les moyens pour la reconquête de la souveraineté alimentaire

Animatrice: Marie Claire HAGUET (Grandir en Haïti)

- Intervenants:

Colette LESPINASSE Coordination Europe Haïti

Lumène MICHEL AFLIDEPA - Association des femmes de Limonade pour le Développement de la Production Agricole et Directrice laiterie de Limonade

Rémi ROUX Ethiquable: valorisation des produits d'exportation et protection de l'environnement.

Pause

Travail en ateliers (en groupes)

Retour aux ateliers où se poursuit la réflexion entamée sur l'un des 4 thèmes des RN.

16h

16h30-18h

Eclairages et perspectives II

Introduction: **Henri AREVALO** (Président d'Occitanie_Coopération)

Rôle du réseau multi-acteurs venant en appui à un collectif d'associations agissant en partenariat avec des organisations de la société civile haïtienne.

18h-18h30

- Intervenants:

Bernard DUQUESNOY, maire de Donneville :

Synthèse de la journée par un « observateur » averti des causes du non développement d'Haïti

Martin MALVY ancien ministre du budget, ancien Président de la Région Midi-Pyrénées puis d'Occitanie: Comment la coopération et la solidarité internationales peuvent-elles faire grandir Haïti?

Dégustation de vins de Gaillac

Dîner

Soirée festive, chorale « Choeurquibat », chants tirés du folklore haïtien

18h30

19h30-20h30

21h

Samedi 3 novembre 2018

10h Synthèse des 4 groupes de la veille (en groupes)

- Restitution des ateliers
- Vision & Analyse des invités sur les RN
- Bilan et remerciements par le CHO et le CHF

10h30 Pause

10h30-12h30 Conclusion (salle plénière)

- 4- Restitution des ateliers (30')
- 5- Vision & analyse des invités sur les RN (45')
- 6- Bilan et remerciements par le CHO et le CHF (30')

12h30-13h30 Verre de l'amitié et repas

13h Fin des RN

7èmes RENCONTRES NATIONALES DES ACTEURS DE LA SOLIDARITE AVEC HAÏTI

1, 2 et 3 novembre 2018

à la MFR Inéopole Formation 81600 BRENS

« Haïti en Occitanie »





éduquer, former, agir et entreprendre



éducation

solveraire entrepreneuriat alimentaire des femmes

La Région OCCITANIE, le CHF, le CHO,

leurs adhérents et leurs amis vous accueillent pour

un séminaire d'échanges et de propositions sur le devenir d'Haïti

Infos: 01 43 48 31 78 / contact@collectif-haiti.fr Contact Occitanie: 06 08 10 42 79

Merci à nos partenaires solidaires :



































animer inter-associatif
solidarité CItoyenneté Ayiti
informer partenariat soutenir plaider Haïti
développement droits migrants pote lamenfòt
demokrasi tè a fann ANDER solidarité
citoyenneté
inter-associatif frèr ake sèr pote-kole
demokrasi soutenir partenariat
dwa grandèt majè droits
INFORMER
konesans développement plaider
pote-kole inter-associatif
migrants dwa grandèt majè Ayiti

SOUTENIR

partenariat frèr ake sèr pote lamenfòt animer Haïti informer plaider migrants konesans solidarité demokrasi frèr ake sèr

POTE-KOLE tè a fann
Romesans Haïti
PLAIDER

animer demokrasi solidarité droits **frèr ake sèr**informer **droits** migrants pote-kole Ayiti citoyenneté plaider migrants Ayiti animer solidarité citoyenneté inter-associatif animer Ayiti pote lamenfòt soutenir partenariat développement tè a fann dwa grandèt majè Haïti Ayiti droits

soutenir

informer partenariat